

« Pouah ! »

Nous reproduisons un nouvel extrait de l'ordonnance du 4 mars 1944:

Article 6. (1) Dès que le ministre de la Défense Nationale lui a signalé qu'un nombre déterminé d'hommes sont requis pour l'instruction militaire, le ministre peut charger tout régistiaire d'appliquer les présents règlements à un nombre déterminé d'hommes de sa division, et il peut informer le régistiaire du nombre d'hommes de langue française requis.

Ceux qui parlent de nos violences nous font bien rire. Notre citation prouve que les impérialistes du Canada sont prêts à nous supprimer selon les règles les plus efficaces de la dictature hitlérienne. Nous refusons, à l'Action Nationale, d'accepter le fruit de cette nouvelle trahison nationale.

Qu'y a-t-il de violent là-dedans ? L'arbitraire d'une telle mesure en fait une fille déguisée de la déportation des Acadiens ou du camp de concentration. La légalisation d'un décret aussi despotique fera de nous des ilotes si nous l'acceptons. Nous faisons entendre encore une fois le cri de la résistance. Pour qu'on puisse conscrire une minorité avec un tel absolutisme, il faut la complicité des politiciens. Nous prévenons donc MM. St-Laurent, Fournier, Bertrand et Power, que cela ne se passera pas ainsi et que nous sommes dans la lutte anti-impérialiste pour y rester jusqu'au bout. Nous résisterons à ces accès de fanatisme anti-canadien-français. Nous disons à la jeunesse: il faut dénoncer ces criants abus de pouvoir partout: dans la famille, à l'école, à l'université, dans le journal, partout.

La lutte qui nous absorbe, souvent exaltante, a quand même besoin d'appui. Nous demandons au lecteur de nous soutenir impérieusement. Donnez-nous de nouveaux abonnés; soyez des propagandistes audacieux. Portez impétueusement la lutte chez ceux qui nous sont hostiles et que vous pouvez éclairer. Convincez surtout ceux qui ont de l'ardeur, car les avachis ne méritent pas le don de vérité.

Surtout raffermissez en vous le goût de la liberté. Le ministère King a procédé d'abord au compte-goutte pour nous empoisonner. Aujourd'hui, il compte que nous sommes abrutis par l'épreuve et incapables de réagir.

Mais trêve d'ergotage ! On nous demande d'adorer les faux dieux: nous refusons. A toutes ces lois immorales, nous opposons une fin énergique de non-recevoir. Et quant aux politiciens qui viennent empuantir l'atmosphère de leurs mensonges de paix trompeuse, nous leur répétons avec Péguy:

« Et les lâches sont des gens qui regorgent d'explications ».

L'ACTION NATIONALE.

Réflexions de circonstance

Il y a 284 ans ce mois-ci, 17 jeunes gens, dirigés par Dollard des Ormeaux, donnaient leur vie pour sauver la patrie menacée. Jamais leur exemple héroïque n'a plus mérité de retenir notre attention et d'inspirer tous nos actes qu'en ce moment de notre histoire. Les signes se multiplient, en effet, que l'on prépare contre nos droits nationaux l'un des plus formidables assauts que nous ayons connus; et le plus dangereux probablement, en cela même qu'il s'appuie davantage sur des procédés de cinquième colonne que sur la tactique de l'attaque franche et nette.

En ce mois anniversaire du fait d'armes de Dollard et dans la situation de veille de combat où nous nous trouvons, je propose que nous fassions un peu ce que Dollard et ses compagnons ont dû faire avant de s'engager dans la mêlée: essayer de préciser la nature et la provenance des principaux dangers qui nous menacent et indiquer les données générales de la stratégie dont devrait s'inspirer notre défense.

I

Les dangers extérieurs : le centralisme

Les premiers dangers viennent naturellement de l'extérieur, du fait trop manifeste hélas! que les dirigeants du Canada n'ont jamais abandonné l'idée de faire de ce pays a *British Country*, uniformément et exclusivement. Malgré toutes les belles

paroles de bonne entente qui nous viennent parfois de l'autre côté de la barrière, il nous faut malheureusement constater que l'assaut se continue contre nos traditions. Même ceux qui nous sont le plus sympathiques, qui disent accepter le fait français au Canada, se comportent comme s'ils ne consentaient qu'à nous passer un caprice: celui de parler une autre langue que l'anglaise. Ils en acceptent plus difficilement les conséquences nécessaires: la création dans Québec d'un ordre social et national d'inspiration catholique et française. Et tout en proclamant hautement qu'ils veulent nous voir garder les caractéristiques qui nous sont propres, ils n'en persistent pas moins à nous en refuser les moyens, à préconiser et à appliquer un centralisme fédéral équivalant à nous priver des moyens de mettre en œuvre une politique nationale et sociale conforme à nos aspirations.

En somme, les événements montrent à l'envi que l'on conspire contre notre existence nationale et que ceux qui nous tendent sincèrement la main, sans arrière-pensée, n'ont pas le dessus au Canada; et à cause de cela, ils ne restent que d'excellents instruments de pénétration aux mains des autres. La conspiration n'est pas nouvelle d'ailleurs. C'est elle qui, après toutes les attaques que vous connaissez, depuis le serment du test jusqu'au blocage du domaine public, finit par nous imposer, avec l'Union, ce curieux principe de l'égalité de représentation des deux Canadas grâce auquel la minorité anglo-saxonne s'assurait plus de députés que la majorité canadienne-française. C'est elle qui, une fois l'élément anglo-saxon devenu majoritaire,

engendra la lutte contre le principe de représentation égale des deux Canadas au profit de la représentation proportionnelle. C'est elle qui nous conduisit ainsi à la Confédération, par laquelle, en ayant l'air de faire un pas en arrière, on obtenait pour le fédéral ce qu'on estimait être — on nous le dit aujourd'hui — tous les pouvoirs importants de l'époque, mis, donc, sur une base de représentation proportionnelle assurant la domination de l'élément anglo-saxon. L'intention bien arrêtée semble avoir été, on nous en a donné des preuves tous les jours depuis 1867, de cantonner les Canadiens français dans Québec et de les amener graduellement à abandonner le reste des droits concédés, réalisant enfin cette assimilation qui est restée la préoccupation de tous les instants d'un trop grand nombre de faux Canadiens.

De là, la politique d'ostracisme dont nous avons été l'objet dans toutes les provinces du Canada en dehors du Québec. De là les difficultés sans fin à faire reconnaître pleinement à Ottawa les droits du français et les droits des Canadiens français à leur part du haut comme du bas fonctionnarisme. De là encore, l'habileté consommée à profiter de toutes les circonstances pour réduire graduellement les provinces au rang de municipalités.

Le rapport Sirois

A l'aurore de la guerre, le couronnement de cette politique semblait atteint dans le fameux Rapport Sirois. Les conclusions, on se le rappelle,

en reposaient sur des principes et des données financières telles que les provinces, entraînées comme dans une chaîne sans fin, devaient se voir graduellement dépouillées de tous leurs pouvoirs. Et nul n'en a mieux montré les dessous que ce professeur de l'Université de Toronto qui en expliquait ainsi le sens et la portée. Devant l'opposition des Canadiens français, disait-il en substance, il a fallu, en 1867, accepter une certaine forme de confédération qui caractérisait les différences entre les deux groupes ethniques. Depuis ce temps-là, l'urbanisation et l'industrialisation sont venues ébranler les assises sociales du Canada français, les rendre plus semblables à celles du Canada anglais sur ces points. Comme c'est dans le progrès de cette assimilation que réside l'avenir du Canada, le rapport Sirois vient consolider les positions acquises depuis 1867 en soumettant à la majorité anglo-canadienne le soin de légiférer sur ces points. Cela serait parfaitement conforme à l'esprit de la Confédération, puisqu'on laisserait toujours aux Canadiens français, pour un autre temps, ce sur quoi ils diffèrent encore des Anglo-Canadiens. Et l'on éviterait ainsi tout retour offensif en faveur d'une refrancisation de l'économie du Québec, précaution qui, apparemment, fait aussi partie de l'esprit de la Confédération telle qu'entendue par l'autre partie et non, naturellement, telle qu'on nous l'a montrée pour nous la faire avaler.

Comme toujours avec l'Anglo-Saxon, ce sont les faits qui comptent et non la volonté véritable des peuples. On veut bien ne pas trop molester ce que nous sommes; mais on n'admet pas ce que

nous voulons devenir, rester ou redevenir, qui puisse être différent du Canada anglais et, pour cela, on ne veut tolérer aucun essai de reprise de ce qui a été perdu ou d'orientation dans un sens nouveau qui nous soit propre. C'est là le sens de toutes les recommandations qu'on nous fait sur le passé qu'il faut oublier pour ne regarder que l'avenir, et encore le regarder à travers les mêmes lunettes que les Anglo-Canadiens. Il y a là un point de psychologie sur lequel il faut insister et une leçon à en tirer pour tous ceux qui, comme nous le verrons plus loin, veulent nous engager dans des aventures où nous risquerions tout. Soyons sûr, par exemple, que si la voie des étatisations devait se révéler une erreur pour nos positions nationales, on s'arrangera pour nous barrer cette fois-là encore le retour en arrière au moment où nous nous apercevons de notre erreur, quant au germe centralisateur que nous aurons nous-mêmes semé.

Quoi qu'il en soit, cela montre hors de tout doute que la conspiration contre nos droits existe. Ceux qui la conduisent sont à ce point déterminés de venir à bout de nous, qu'ils ne se gênent pas d'ailleurs pour proclamer qu'en cas d'insuccès, ils saboteront l'indépendance canadienne afin de nous jeter, corps et biens, dans les bras des États-Unis plutôt que de vivre avec nous si nous devons acquérir quelque puissance. Monté sur le même bateau qu'eux, nous devons leur en laisser la direction ou ils le saborderont pour nous empêcher d'y jouir de notre place légitime. Acceptez l'esclavage ou sombrez avec nous: telle est leur politique.

La guerre

Et depuis le Rapport Sirois, nous avons fait bien des pas en arrière. Au nom de la guerre, le Rapport Sirois a été appliqué et les finances canadiennes centralisées pour toutes fins pratiques à Ottawa. Au nom de la guerre toujours, il a même été dépassé et le Fédéral a pris le contrôle à peu près complet de toute notre vie économique et sociale. Toute la machine économique que celui-ci a montée, il l'a édifiée sans s'informer vraiment de nos vues (sauf dernièrement dans certains domaines mineurs et trop générateurs de tracasseries pour le gouvernement de la part du public). D'une façon générale, de tous les postes importants — pour ne pas parler des autres —, nous avons eu tout juste les miettes de la table. Toute la structure de l'organisation sociale fonctionne en vue de favoriser la propagation chez nous des syndicats internationaux — neutres ou antichrétiens — au détriment des syndicats d'inspiration catholique.

Pendant ce temps-là, la conscription décime une population qui n'a de pouvoir de remplacement qu'en elle-même, et qu'on se propose bien d'essayer encore de noyer par l'immigration d'après-guerre. Le régime des impôts écrase les familles nombreuses et tend à désorganiser la structure familiale de notre économie paysanne en forçant le cultivateur à payer un salaire à ses fils s'il veut ne pas payer l'impôt sur leur travail. (Il se trouve que les revenus faibles de nos agriculteurs les exemptent d'avoir recours au procédé, mais il n'y a pas là matière à complète satisfaction). L'horreur sociale que

constitue l'institution d'une armée féminine — dont un évêque américain a dit qu'il souhaitait n'y voir s'inscrire aucune femme catholique — et l'encouragement du travail des femmes aux usines désorganisent les foyers. Enfin, on en est même venu, tout dernièrement, à imposer au père — contre toutes nos traditions juridiques — de se faire le délateur de son fils en matière de service militaire si l'on peut de quelque manière considérer le fils comme travaillant à son service, ce qui est presque la règle générale chez nos cultivateurs. En sapant ainsi à la base une institution si indispensable à notre survie et en s'attaquant par là aux ressorts les plus intimes de la conscience nationale, on travaille — consciemment ou inconsciemment — à nous gruger par l'intérieur et à nous assimiler encore davantage.

L'après-guerre

Ce qu'on a dû faire un peu brutalement pour la guerre, on se propose de le continuer plus douillettement toutefois dans l'après-guerre. Afin de n'avoir pas à remettre tous les droits qu'il s'est appropriés en matière d'impôts, le Fédéral s'arrange pour se créer des charges qui le justifient de les retenir. Il multiplie les propositions de sécurité sociale, envahissant par là le champ provincial et comptant bien que pour obtenir tel avantage matériel le plus vite possible nous serons prêts à sacrifier le reste ou que nous le sacrifierons sans nous en rendre compte.

Les organismes champignons poussent partout qui tous fonctionnent comme s'il n'y avait plus au Canada la constitution de 1867 et des provinces munies de pouvoirs souverains. Tous, ils se retournent sans cesse vers Ottawa, lui font des recommandations élaborées sur des questions qui ne le regardent pas, le supplient d'adopter une solution à tous ces problèmes, y compris les problèmes d'éducation. Comment notre Jupiter fédéral resterait-il insensible au cri de ces grenouilles en mal d'un roi qui les gave, fût-ce au prix de quelques coups de bottes ? L'opinion publique réclame : ne faut-il pas agir ? Et l'on agit, alors que cette soi-disant opinion publique n'est le plus souvent qu'une claque organisée à laquelle ne manque jamais de se mêler — comme pour lui donner un air d'honnêteté indispensable — quelques bonnes âmes de bien pensants, bien intentionnés, . . . mais qui ne voient pas plus loin que leur nez, qui ne savent même pas se servir de leur nez pour déceler les mauvaises odeurs se dégageant de tout cela. Ajoutez les manœuvres d'encercllement de nos propres mouvements sociaux, qui se dessinent avec l'appui incompréhensible de certains des nôtres, et le tableau sera à peu près complet. Tout y est trop bien dirigé, trop bien orienté pour qu'il n'y ait pas quelque part quelque invisible chef d'orchestre passé maître dans l'art de faire chanter et danser. De sorte que notre situation est de toute évidence, critique.

Stratégie

Comment faire face à la crise ? D'aucuns, irrités, pressés, se sentent portés vers la violence. Sans

doute, nous ne devons pas avoir peur de la violence, mais en ce sens que nous ne devons pas craindre de faire tout ce qu'il faut faire, et être prêts pour cela à la subir, être déterminés à nous défendre si on nous l'impose. Toute idée, toute cause que ses adeptes ne sont pas prêts à soutenir « jusqu'au bout » par tous les moyens qu'imposent les circonstances, à accepter au besoin de mourir pour elle est presque certainement une cause perdue. C'est là la leçon même de l'héroïsme de Dollard. Mais ce n'est pas à nous d'ouvrir le feu de la violence sous quelque forme qu'elle se présente : notre esprit chrétien nous l'interdit ; notre position minoritaire la rend peu pratique. « Patience et longueur de temps, disait un sage du moyen-âge, font plus que force et que rage. »

Plus de fierté, jointe à de la patience, pas à de la patience passive exclusivement, à la patience qui subit, mais à de la patience active, à de la persévérance dans l'effort, voilà ce qu'il nous faut. Il va nous falloir apprendre à dire *non* quand nous pensons *non* ; à agir en conséquence (non pas seulement à parler), à persévérer dans notre détermination et dans notre action, quels que soient les risques courus, en nous rappelant avec un général grec de la Grèce asservie par Rome : « . . . que toute autorité est naturellement portée à se faire sentir de plus en plus à ceux qui lui sont soumis et que, favoriser les ambitions des plus forts sans leur opposer aucune résistance, c'est être bientôt en butte à la tyrannie ¹. » La liberté des faibles, résultat du

¹ Polybe, *Histoire*, liv. XXIX, ch. X.

respect qu'on a d'eux, est faite, ne l'oublions jamais, de leur habileté sans doute, mais surtout de leur dignité à affirmer et à défendre leurs points de vue « jusqu'au bout » et à préférer qu'on leur fasse violence plutôt que de céder de bon gré à quelque chose qui soit contraire à leurs convictions.

Ce principe de base de notre action vaudra d'autant plus, contrairement à ce que pourront dire les timorés, les bien-pensants, les complaisants de toutes sortes, que la majorité en ce pays tiendra davantage à se rattacher officiellement à des idées de démocratie, de justice et de liberté. Avec le butor, qui ne se reconnaît soumis à aucun principe de justice ou de moralité, il y a souvent lieu de recourir à d'autres méthodes (qui ne dispensent d'ailleurs jamais de sauvegarder sa dignité). Mais ainsi que le même général grec que je citais précédemment le disait aux démissionnaires de son temps, qui auraient voulu, par crainte de réactions qui les dérangeassent, qu'il dit toujours *oui* aux Romains, qu'il allât au devant de leurs désirs, afin de s'attirer leur bonne grâce :

« (. . .) Si nous renonçons à faire reconnaître la justice
« de notre cause, si nous allons nous-mêmes au devant de
« leurs ordres, quelle différence y aura-t-il entre nous et
« leurs esclaves. Il faut donc soit convenir que la justice
« ne compte pas aux yeux des Romains, soit, si nous n'osons
« pas le proclamer, faire valoir nos droits et ne pas nous
« abandonner quand nous avons les plus puissantes raisons
« de leur tenir tête. »

On concilierait mal cette observation fort juste avec les déclarations de tels de nos hommes publics, qui proclament sans cesse la générosité du Canada anglais à notre égard et qui, par ailleurs, ne cessent de se courber devant lui.

Mais nous-mêmes, les nationalistes, qui nous prétendons les véritables défenseurs de la nationalité canadienne-française, agissons-nous mieux! Certes nous parlons plus fort, mais quand vient le temps d'agir, dans chacune des circonstances petites et grandes de la vie nationale, agissons-nous en conformité avec nos principes? Nous sommes pour ceci, pour cela! contre ceci, contre cela! et le lendemain, par peur de ci et de ça, pour arriver à ceci et à cela, pour obtenir telle ou telle faveur personnelle, ne mettons-nous pas souvent notre drapeau dans notre poche? Il n'est qu'à regarder ce qui se passe chaque jour dans notre province, qu'à constater certains faits qui démentent constamment nos paroles, et qui pourraient nous faire croire, entre autres, que le Québec est non seulement la province la plus loyale mais la plus loyaliste, la plus impérialiste de tout le Canada, pour se rendre compte qu'il y a un divorce complet entre ce que nous pensons, ce que pense notre peuple et ce qu'il fait.

Loin de moi l'idée de vous proposer de prendre des attitudes de butés, de vous opposer à tout, à propos de tout et de rien, pour le plaisir de faire de l'obstruction; ni encore moins de manquer de loyauté au Canada. Mais il me semble que nous devrions tous avoir le courage de conformer nos actes à nos convictions et de ne nous soumettre à ce que nous réprouvons que sous le coup de la loi, qu'en protestant contre l'injustice qu'on nous fait tant qu'amende honorable n'aura pas été faite, et non pas aller au devant des coups sous prétexte que sans cela, nous nous les verrons imposer. Cette

attitude d'opposition active, même si elle ne donne rien dans l'immédiat, pose au moins des jalons pour l'avenir en enregistrant nos dissidences et en galvanisant nos énergies; elle freine aussi petit à petit l'activité de l'autorité oppressive en la plaçant dans l'impossibilité d'arriver à ses fins sans avoir recours à l'obligation et en compliquant énormément ses problèmes du fait de la non-collaboration qui lui barre sans cesse la route. L'autre, au contraire, nous conduit, de dérobades en dérobades, à la défaite finale, à la défaite en détail sans que jamais la chance nous soit donnée — si l'adversaire est habile — d'une reprise possible sur une question de première importance. Divisées en mille et prises millièmes par millièmes, les questions les plus importantes en effet ont l'air de problèmes ridicules sur lesquels il ne vaut pas la peine de s'arrêter. Chacun de ces millièmes met pourtant tout le principe en jeu et quand les neuf cent quatre-vingt-dix-neuf millièmes auront ainsi passé, le dernier continuera en lui-même de paraître d'aussi ridicule importance que le premier. Pourtant tout aura été perdu!

Si Dollard avait agi comme nous — parlant beaucoup agissant peu —, il y eût eu beaucoup de bruit dans Ville-Marie, mais personne au Long-Sault! Et s'il est possible que beaucoup de bruit eût pu suffire à effrayer des barbares comme les Iroquois, des Anglo-Saxons, au contraire, passés maîtres dans l'art de gouverner les peuples, ne s'occuperont — et qui les en blâmerait? — d'aucun tapage, s'ils ne se rendent pas compte, par nos actes, que nous sommes sérieux, *that we mean something*.

II

Les dangers intérieurs : la cinquième colonne

Malheureusement, et c'est là le second danger, un danger intérieur celui-là, nous sommes paralysés dans notre action par l'existence chez nous d'une cinquième colonne, pour employer un mot à la mode. Et comme toutes les cinquièmes colonnes du monde, la nôtre a ses inconscients: les assimilés et les demi-assimilés de chez nous. Tous gens qui parlent encore le français et vont encore à l'église; qui, toutefois, ne réagissent plus à la française mais à l'anglo-saxonne; qui conservent les rites du catholicisme, mais en ont perdu le sens et se conduisent, vivent et pensent comme des protestants de l'ère victorienne.

Elle a aussi ses naïfs: gens bien intentionnés, qui tiennent au fait français et au fait catholique, mais qui ne saisissant pas la portée de leurs affirmations, jouent avec le feu, croient faire preuve de largeur de vue en ne donnant pas dans ce qu'ils appellent certains excès, sans se rendre compte que les actes qu'ils posent, les idées qu'ils acceptent conduisent, quand on les pousse à leur conclusion, là même où ils prétendent ne pas vouloir aller.

Elle a enfin ses conscients, puissants ceux-là, qui veulent réussir dans la politique et dans les affaires, et qui, pour s'assurer ces succès matériels à eux et à leurs enfants, choisissent la voie tortueuse de l'asservissement aux vues des maîtres du pays. Le principal cheval de bataille de ces gens, c'est l'unité nationale et la bonne entente! Malheureuse-

ment pour ces deux expressions que tout le monde pourrait accepter comme la règle d'or politique en ce pays, si on les liait à l'idée que les deux races qui y vivent gardent quelque dignité et se respectent mutuellement. Comme, dans leur bouche, elles signifient l'aplatissement devant les vues de la race dominante, l'anglicisation des nôtres, la déformation de notre histoire, la fusion définitive des deux groupes en un Canada, non pas seulement uni, mais unifié dans l'uniformité, dans l'uniformité anglo-saxonne, elles témoignent d'un idéal qui pouvait satisfaire des barbares comme les Gaulois en face d'une nation aussi civilisée, au contact de la Grèce, que la Rome antique, mais qui ne saurait convenir à des descendants de la plus brillante civilisation de l'époque contemporaine en face d'une civilisation dont Hilaire Belloc, l'un des siens, a dit qu'elle était mercantile, essentiellement.

Nous en sommes de la bonne entente, nous sommes pour la vraie bonne entente! Pas celle qui s'achète par des compromissions, et qui est payée à prix d'or ou de situations individuelles enviables, mais celle qui résulte de la collaboration loyale dans la dignité et le respect mutuel. Pas celle de la soumission sans condition et perpétuelle du vaincu d'hier à son vainqueur, celle que le conquérant impérialiste impose à sa colonie sous la menace de la fêrule, mais celle qui conduirait deux grandes civilisations, différentes et qui veulent le rester, à se donner la main par-dessus leurs différences, acceptées réciproquement de façon que l'élément majoritaire ne se serve pas des bonnes dispositions de l'autre afin de lui imposer sa civilisation

en se couvrant du prétexte prétentieux qu'il lui rend ainsi grand service.

Mais tout cela ne décrit pas complètement l'attitude de ceux qui, parmi les conscients, se sont voués à l'œuvre de destruction nationale. Ce groupe a, en effet, ses extrémistes, ses idéologues, des gens qui haïssent les grandes valeurs spirituelles que nous représentons, et qui veulent les faire disparaître de ce pays comme du reste de la terre! Se disant des hommes à idées larges et progressives, ils entonnent chez nous un refrain qui est plus vieux que le monde. Consciemment ou non — et certains d'entre eux en sont parfaitement conscients —, ils se rattachent par leurs idées à la chaîne de ceux qui, depuis le commencement du monde, en passant par certains philosophes de l'antiquité, ou par les rationalistes purs de toutes les épopées, spécialement ceux des 18^e et 19^e siècles, par les anticléricaux de 1880 et les loges maçonniques, par le communisme, cette grande mystique rationaliste et athée de notre époque, ont essayé de convaincre l'humanité qu'il n'y a rien au-dessus d'elle, qu'elle est elle-même son dieu, qu'elle doit mettre sa foi dans le Progrès pour lui-même, dans la Science avec un grand S, afin de se donner le paradis sur terre par l'accumulation des jouissances matérielles. Comme on le voit, ce sont des idées toutes neuves!

Malgré le vague, voulu ou non, de leurs paroles; il n'est pas difficile de voir où tout cela nous mènera, et ce que tout cela signifie, quand nous les voyons trouver étroit que nous voulions faire du Québec un centre catholique et français, conseiller à la jeunesse de fuir ceux qui veulent les détourner de

richesses au nom de soi-disant valeurs spirituelles, s'apitoyer sur le sort des Canadiens français parce qu'ils n'auraient pas la liberté de religion, ce qui pour plusieurs d'entre eux signifie que les Canadiens français sont bien arriérés et bien à plaindre parce qu'ils ont une religion. Quand nous les voyons encore soutenir que les vertus prêchées par le catholicisme sont la cause de notre infériorité économique, et travailler à créer — non pas un ordre politique, économique et social où ces vertus pourront fleurir sans nuire à la prospérité économique des citoyens, — mais un monde qui, capitaliste ou communiste selon les tendances personnelles de chacun d'eux, mettra la recherche des satisfactions terrestres au-dessus de tout. Tout cela souvent, afin de ne pas trop s'exposer à montrer vraiment ce que l'on est, sous le couvert de dénonciations d'un nationalisme qui n'a jamais été qu'un sain patriotisme et ne s'est jamais intéressé à autre chose, sauf chez de très rares exceptions, qu'à défendre notre droit à la vie, sans attenter à celle de personne.

Nous n'ignorons pas qu'il y a chez nous des réformes à accomplir, des réformes profondes même. Nous ne nions pas qu'il y a eu dans le passé, qu'il y a dans le présent et qu'il y aura encore dans l'avenir — c'est l'éternelle histoire du monde — des étroitures d'esprit, même de mesquines étroitures d'esprit, non seulement chez nos laïques, mais chez nos hommes d'Église aussi bien. Mais il ne faudrait pas croire que les étroitures d'esprits existent seulement chez les nationalistes et les hommes d'Église. Tel individu qui croit ses idées bien larges, parce

qu'elles ne sont pas conformes à des idées qu'il exècre, s'est souvent, sans qu'il s'en rende compte, mis des visières qui l'empêchent de voir plus loin que son nez.

Quoi qu'il en soit, dans la mesure où l'Église est visée dans ces attaques, l'Église du Moyen-Age comme celle d'aujourd'hui, l'Église à Rome comme à Montréal ou à Québec, je n'hésite pas à déclarer que si certains de ses porte-paroles — évêques, prêtres, religieux — ont pu, aveuglés par l'éblouissante lumière des vérités spirituelles qu'ils ont plus que d'autres l'avantage de contempler, se montrer étroits à l'égard des choses de ce monde, et faire preuve ainsi d'un humanisme incomplet, qui n'est pas intrinsèque à la doctrine de l'Église, — je n'hésite pas à déclarer, dis-je, qu'ils étaient encore plus près de la vérité, de la vérité totale, que ceux qui, vautés dans les préoccupations matérielles, adorent le Dieu Progrès et les Déesses Raison et Science. Par conséquent, c'est encore à ceux-là et non à ceux-ci qu'il faut accorder notre confiance.

La stratégie contre les ennemis de l'intérieur

Pour arriver à contrebalancer l'influence de ceux qui mettent le progrès matériel au-dessus de tout, du spirituel comme du national, autant nous avons dit qu'il va nous falloir apprendre à dire *non* contre les invasions extérieures, autant nous allons avoir ici à savoir dire *oui*, à être affirmatif et non négatif, à être constructif. Il va nous falloir apprendre à dire *oui*! devant l'effort à accomplir, et non pas nous abandonner à la paresse instinctive et à la peur du travail, du travail ardu, qui caractérise

encore trop notre jeunesse. Oui ! devant le travail d'apostolat qui nous permettra d'éduquer notre peuple et de l'amener à se choisir des chefs plus propres à servir ses véritables intérêts. Oui ! surtout devant le formidable travail d'étude qui s'impose dans tous les domaines, qui va exiger des compétences partout, et des compétences capables de travailler avec un certain désintéressement ! Il va falloir que les catholiques qui, dans Québec, s'identifient pratiquement avec les Canadiens français, mettent enfin la main à la pâte pour réaliser, dans le concret, un ordre conforme à leurs conceptions philosophiques. C'est encore ce qui, d'ailleurs, au strict point de vue national, justifiera le plus et assurera le mieux notre survivance.



Les fausses doctrines chez les nationalistes

Mais ici surgit le troisième danger, qui est dans nos cœurs celui-là, qui se glisse dans notre pensée, qui menace de détruire le fondement même de la forme de civilisation que nous prétendons édifier. Il ne manque pas aujourd'hui de Canadiens français catholiques décidés de faire quelque chose pour leur religion et pour leur nationalité. Malheureusement, on dirait que les catholiques ont pendant si longtemps négligé de réaliser ce qu'ils prêchent, qu'ils ont pris l'habitude de dissocier les deux et qu'aujourd'hui, au moment de faire quelque chose, ils ne savent plus établir le lien entre les solutions à trouver et les principes à sauvegarder. Sentant le besoin de faire vite, ils ne vont plus chercher à

la lumière des principes les solutions à appliquer; ils les empruntent à ceux qui ont mis leur foi dans les doctrines matérialistes et qui semblent obtenir certains succès pratiques.

C'est ainsi que nous voyons certains mettre toute leur foi dans des théories monétaires dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles sont abraca-dabrantes. Sans doute, ces systèmes ne présentent pas pour l'esprit des dangers de principe comparables à ceux de tels autres systèmes fondés sur des philosophies fausses mais cohérentes et conduisant à des plans pratiquement réalisables. Là où ils engagent les principes, c'est le plus souvent sans s'en rendre compte et d'une façon telle que la faillite pratique du plan ne manquerait pas de nous ramener dans la voie droite. En attendant, ils divisent nos forces, nous font perdre un temps précieux sur des vétilles. Et si leur triomphe devait être assuré, la faillite financière qui en résulterait pourrait être un danger immédiat pour le peu d'autonomie qui nous reste: le désordre des finances est, on le sait, une des grandes causes de l'asservissement des peuples.

Les étatisations

Plus grave, infiniment plus grave est la tendance, qui se manifeste de plus en plus chez nous, à vouloir adapter à nos besoins les formules socialistes et étatistes, qui sont la manifestation la plus nette du matérialisme de notre époque dans la subordination qui s'y trouve au fond et que, je le sais bien, tous ceux qui les préconisent ne voient pas, de la liberté de l'homme à ses satisfactions

matérielles. Même si la société capitaliste a engendré des monstres, ce n'est pas la guérir de ces monstruosités qui rongent la personne humaine que d'y substituer d'autres monstres qui la brimerait autrement: les monstres des entreprises étatisées. C'est notre devoir, à nous catholiques, de trouver quelque chose de mieux, et cela, même au nom de notre survivance nationale.

Dieu seul sait tout le mal que nous a fait, au point de vue national, le libéralisme économique pratiqué jusqu'à il y a à peine quinze ans, par nos gouvernements catholiques du Québec. En nous identifiant davantage socialement et économiquement avec le monde anglo-saxon protestant et libéral de l'époque, cette politique a produit les fruits qui permettent au professeur anglo-canadien dont il a été question précédemment de diagnostiquer l'ébranlement de nos assises nationales et d'en conclure que nous sommes mûrs pour accepter un rapport Sirois. Si nos gouvernements du Québec, depuis la Confédération, avaient eu le courage ou la capacité d'orienter le progrès économique chez nous en tenant compte des données de la sociologie catholique et non du libéralisme économique, nous n'en serions pas où nous sommes sur la question de l'autonomie provinciale. Nous serions restés plus distincts que nous ne le sommes du monde anglo-protestant. Nous serions plus nous-mêmes, sans être pour cela, moins riches, et il ne pourrait certainement pas être question au Canada de centralisation.

Aujourd'hui que le monde anglo-saxon, passant à l'autre extrême, verse peu à peu dans le socialisme

ou l'étatisme, allons-nous encore suivre le courant ? Allons-nous encore tendre à amenuiser les différences qui séparent un Anglo-Saxon protestant et un Canadien français catholique ? Et sont-ce les nationalistes qui vont commettre cette si grave erreur de stratégie, non pas seulement pour des raisons stratégiques d'ailleurs — car alors la valeur pourrait en être contestable — mais pour des raisons de haute philosophie, de civilisation, donc de vérité.

J'écrivais dernièrement, en parlant du point de vue catholique, que « des postulats fondamentaux aussi différents que ceux qui séparent catholiques et autres doctrines courantes de notre époque appellent des solutions radicalement différentes des mêmes problèmes ». Si nous n'arrivons pas à trouver ou plutôt à adhérer à ces solutions, à les prêcher unanimement et à les appliquer — car elles existent —, si nos solutions sont les mêmes que celles des groupes anglo-saxons, qu'est-ce qui nous différenciera d'eux ? Et s'il n'y a plus de différence, s'il ne doit plus y en avoir parce que nous sommes d'accord sur toutes les formules d'organisation économique-sociale, expression nécessaire d'une culture, s'il ne s'agit plus que du droit de parler français et d'aller à l'église sans plus, alors soyons francs, et arrêtons de nous battre les flancs avec une autonomie provinciale inutile, qui n'aura plus guère que la valeur d'un ballon pour politiciens et qui, ainsi rattachée à un fil aussi ténu, ne résistera d'ailleurs pas longtemps aux assauts de l'extérieur. C'est le moment de rappeler ici l'observation si juste de Siegfried. « Il faut, pour que

les Canadiens français profitent de toute leur chance, qu'ils se montrent capables de mettre sur pied une culture qui leur soit propre ». S'ils ne restent pas distincts, continue-t-il en substance, et ils tendent déjà à ne plus l'être, les masses pourront continuer de parler le français, mais « c'est leur âme même qui réussira mal à rester distincte ».

Oui, parce que nous estimons que les valeurs que nous représentons en ce pays sont les valeurs vraies, il nous faut rester distinct! Nous n'avons pas le droit, pour remporter certains succès matériels faciles, de copier certaines formules des autres, qui sont contraires à notre philosophie, pas plus que le gouvernement central n'a le droit de nous imposer, par exemple, la démolition de la famille. Si nous interdisons à ce dernier d'exiger de nous, au nom de la civilisation, des mesures qui tendent à la destruction de cette civilisation, c'est bien le moins que nous ne lui donnions pas nous-mêmes l'exemple du contraire.

« Au pays de Québec, dit le curé de Maria Chapdelaine, exprimant autrement la même idée que Siegfried, « au pays de Québec, rien ne doit mourir et rien ne doit changer . . . parce que nous sommes un témoignage. » Ce qui ne veut pas dire, comme essayent de le faire croire des gens qui ont entrepris de jeter le ridicule sur les plus sublimes conceptions qui soient de l'homme et de sa destinée, que nous voulons toujours vivre matériellement comme vivaient nos ancêtres. Mais le progrès matériel chez nous ne doit jamais sortir d'une autre inspiration que du témoignage qui nous a été confié, parce que, témoins du catholicisme et de l'esprit

français combinés, donc de l'universalisme, nous sommes des témoins de la vérité. Comme l'araignée, qui va et vient dans toutes les directions aussi loin qu'elle veut, mais en déroulant un fil qui la tient toujours reliée au point auquel elle l'a attaché, nous marcherons nous aussi dans la voie du progrès, mais à notre façon française et catholique, à partir de principes et sans jamais les perdre de vue, sans jamais permettre que des institutions qui y sont étrangères viennent nous en distraire en nous promettant, comme Satan au Christ du haut de la montagne, le royaume de ce monde. Et comme la toile d'araignée, l'ordre que nous établirons ne sera pas simplement un amas de législations résultant d'une quelconque politique de *muddle through*, mais une œuvre construite autour d'un noyau central de pensée et se développant en tenant compte des données du milieu.

Comment nous sauver de nous-même?

Pour que cela soit possible, il faudrait que nous connaissions mieux les valeurs que nous voulons défendre et qui se cachent derrière les mots *français* et *catholique*. Il faudrait donc que de savants vulgarisateurs, après s'en être eux-mêmes emparés, après les avoir pétris et en avoir maîtrisé la connaissance nous en expliquassent mieux la nature, le sens, la portée. Il faudrait que d'autres travailleurs les appliquassent à la réalité concrète et en déduisissent les solutions vraiment nôtres qui nous sauveront tout en nous permettant de fournir à l'humanité notre contribution originale à la solution de ses problèmes.

Un immense pas dans ce sens a été fait avec la publication d'un ouvrage intitulé *Invitation à l'étude* et écrit par Esdras Minville. Sous un titre aussi modeste, il nous apporte déjà beaucoup plus qu'une simple et banale invitation à l'étude. Il nous fournit une première synthèse de nos valeurs nationales; les premières approches d'une doctrine et d'une politique d'ensemble nationale. Lisons-le attentivement, méditons-le et surtout, entendons le message pressant qu'il nous transmet. Celui de nous mettre à l'étude et au travail. C'est vraiment « cela qui presse » et « plus vite que ça »; non pas tellement de mettre un gouvernement dehors pour le remplacer par un autre gouvernement qui ne différera du précédent que par les noms de ses partisans ou qui sera incapable de réaliser quoi que ce soit de solide faute d'hommes et de matériaux pour construire solidement.

Ajoutons à l'étude, au travail, à la persévérance dans l'effort, la détermination de servir les intérêts canadiens-français et catholiques partout et toujours d'une façon absolue, totale, « jusqu'au bout », sans jamais flancher, même sur un détail, pour de mesquines raisons d'avantages ou de sécurité personnelles, de les servir, non seulement en paroles, mais surtout en actions, et nous n'aurons rien à craindre des années qui s'en viennent quelles qu'elles soient. Nous arriverons demain aux solutions théoriques et pratiques dont la réalisation assurera notre survie et notre épanouissement en prouvant une fois de plus au monde la puissance humaniste du génie français et du spiritualisme catholique.

François-Albert ANGERS

RIEN

Avec RIEN que les noms de votre père et de votre mère, nous pouvons établir le coût des recherches à faire pour compiler et dresser votre volume et votre arbre généalogiques.

Gabriel DROUIN

ARCHIVISTE et GENEALOGISTE
INSTITUT GENEALOGIQUE DROUIN

4184, rue Saint-Denis

- Montréal

Une oeuvre nationale digne de votre encouragement. Immense documentation méthodiquement accumulée. 31 ans de recherches patientes. Généalogie de tout Canadien français, Franco-Américain ou Acadien. Ecrivez-nous pour renseignements et honoraires.

La langue: trésor national

« Le maintien de la prononciation, la correction grammaticale, la propriété des termes font partie du respect que nous devons à nos aïeux et de la dette que nous contractons envers nos enfants.

Celui qui, sans motif valable, sans évidente amélioration, trouble cette continuité de la langue, porte la main sur une tradition et aliène pour autant qu'il dépend de lui une partie du patrimoine national. »

Michel BRÉAL

Langage et langues

Le langage est sûrement le plus beau don que Dieu ait fait à l'homme, dans l'ordre naturel. C'est par lui que se manifeste extérieurement la faculté qui le distingue de la bête, l'intelligence; c'est grâce à lui que les *individus* ont pu associer, coordonner les acquisitions de leurs esprits isolés et construire, de tous ces éléments épars, des synthèses homogènes susceptibles d'instaurer, de perpétuer et d'améliorer le bien-être du *groupe*.

Le langage est même un fait social par essence: si l'homme a forgé ce merveilleux instrument, reçu en puissance du Créateur, et qu'il n'a cessé de le perfectionner le long des siècles, ce n'est pas uniquement pour *faciliter* ses rapports intellectuels avec ses semblables, c'est en premier lieu pour *rendre ces rapports possibles*. De sorte qu'on peut dire que le langage, au sens le plus large du mot, est une condition indispensable de la société organisée. Si l'on considère, avec cet attribut important,

son action bienfaisante sur la société constituée; si l'on ajoute à cela son précieux rôle dans l'enrichissement individuel; on peut, sans aucune crainte d'exagérer, lui concéder une valeur générale de premier ordre.

Le langage s'est concrétisé dans une multitude de langues, que les linguistes n'ont pas encore pu dénombrer avec une précision absolue; cela tient à plusieurs raisons, dont la principale est qu'on hésite souvent à accorder une parfaite autonomie, si l'on peut dire, à certaines variétés dialectales assez voisines. Si nous mentionnons ce fait, étranger d'apparence à notre sujet, c'est d'abord pour marquer que les langues ne sont pas toutes au même niveau d'importance, qu'on peut les classer en une certaine hiérarchie selon leur valeur intrinsèque¹; c'est ensuite pour faire comprendre que plus on s'élève dans cette échelle hiérarchique, plus la différenciation s'accroît entre elles. En d'autres termes, l'individualité d'un idiome est en raison directe de la richesse intellectuelle et civilisatrice de la nation qui le parle. Le fait que cette richesse varie, d'un peuple à l'autre, non seulement en *degré* mais aussi en *forme*, explique ce « génie » que nous avons accoutumé de reconnaître à chaque langue.

¹ « Toutes les langues ont sans doute une aptitude radicale à refléter la vie de l'esprit, et à ce point de vue, elles sont toutes sur un pied d'égalité; mais il en est certainement qui sont plus évoluées, plus flexibles au mouvement imprimé par l'esprit, et qui, partant, se trouvent supérieures aux autres. Autrement dit, toutes les langues sont égales en possibilités, mais pas en fait. »

Louis LACHANCE, o.p., *Philosophie du langage*, Montréal, 1943, note au bas de la page 111.

Nous reviendrons plus loin sur la genèse de ce phénomène assez complexe, sur l'action constante et réciproque qui s'exerce entre la nation et son idiome.

Pour l'instant, nous croyons avoir assez prouvé la valeur générale du langage et laissé suffisamment entrevoir celle, plus particulière, de chaque langue parvenue à une certaine maturité, pour légitimer notre propos. Il serait opportun, nous semble-t-il, de faire le point au sujet de notre langue, dans la théorie comme dans la pratique; dans la théorie, en éclairant le lien intime qui unit la langue, la civilisation et la religion d'un peuple; dans la pratique, en groupant tous les ennemis de notre langue, extérieurs et intérieurs, afin de les connaître d'un seul coup et d'aviser aux contre-offensives nécessaires, si la première partie nous a convaincus que le jeu vaut la chandelle.



Langue et culture

De même que l'artiste (peintre, écrivain, sculpteur) signe inconsciemment de l'empreinte de sa personnalité exclusive toute œuvre éclosée de sa pensée et de ses mains; de même chaque langue manifeste, imprégnée dans toutes ses fibres lexicologiques et grammaticales, la mentalité particulière du peuple qui l'a modelée.

Ce phénomène se comprend aisément, si l'on songe que la langue, signe et véhicule de la pensée, a ressenti directement, par l'intermédiaire de l'esprit, les réactions diverses des générations passées au contact des vicissitudes multiples de la vie.

« Il n'est donc pas étonnant qu'on retrouve
 « dans nos langues des traces d'imprégnation
 « successives, des couches qui rappellent celles
 « des terrains formés d'alluvions. Elles conser-
 « vent, sous forme vestigiaire, le souvenir d'une
 « infinité de contingences historiques et comme
 « les stigmates de plusieurs tempéraments na-
 « tionaux. Une multitude incroyable d'influences
 « culturelles se réfractent en elles. C'est ce qui
 « a produit leur variété, leur individualité, leur
 « diversité numérique. Entre les multiples ma-
 « nières de poursuivre une même finalité, chaque
 « peuple a opté instinctivement en faveur de
 « celle qui était le plus à sa convenance, qui
 « répondait le mieux à l'individualité de ses incli-
 « nations. » ²

On ne pouvait mieux mettre en lumière la constance du parallélisme entre la maturation de l'esprit d'un groupe et l'évolution de son idiome; on ne pouvait mieux suggérer que l'Histoire d'un peuple, ses traditions, ses tendances intellectuelles et religieuses s'infiltrèrent au plus intime de la langue et colorèrent son lexique et sa syntaxe, jusqu'à influencer, jusqu'à orienter même son développement, en la maintenant au dedans de certaines limites, hors desquelles leur expression ne serait pas pleinement satisfaite.

En un mot, les langues en général ont reçu leur première impulsion de l'instinct social de l'homme, mais, par la suite, les *contingences historiques*, le

² Louis LACHANCE, o.p., *op. cit.*, p. 82. C'est l'auteur qui souligne.

tempérament national, la culture de chaque peuple ont proprement dirigé la marche progressive de sa langue particulière.

Si la culture a fortement agi sur la langue pour s'en faire un véhicule à sa convenance, la langue, par une action réciproque bien logique, sert à son tour la culture; d'abord en assurant sa transmission d'une génération à l'autre, ensuite en lui permettant de vivre, de se manifester, de se clarifier, au sein d'une même génération. De sorte que si l'on peut affirmer que la culture doit sauver la langue (comme l'a écrit avec raison M. Esdras Minville³), on peut aussi soutenir que la langue constitue le meilleur moyen de sauver la culture. Il nous semblerait donc imprudent, voire illogique, d'exercer notre action d'un seul côté, alors qu'il nous est permis d'attaquer sur deux fronts à la fois, en faisant converger nos efforts vers un but unique.

Voyons d'un peu plus près comment la langue influence l'esprit.

Elle le fait, en premier lieu, dans l'éducation d'une génération nouvelle. «... on n'a pas de peine à comprendre de quelle action est sur l'esprit le langage, si l'on réfléchit que chacun de nous ne le reçoit pas en bloc et tout d'une pièce, mais est obligé de le reconstituer à nouveau.»⁴ Et puisque l'initiation au langage s'accomplit évidemment par l'intermédiaire d'une langue donnée, tout imbuë d'une culture particulière, le jeune esprit, dès le

³ *Invitation à l'étude*, Montréal, 1943, pp. 72-73.

⁴ Michel BRÉAL, *Essai de Sémantique*⁷, (Bibliothèque de Sciences), Paris, 1930, pp. 245-246.

début de l'apprentissage linguistique, se moule inconsciemment aux données propres à cette culture et acquiert par là, ou du moins actualise les caractéristique de son milieu national.

Plus tard, chez l'adulte, c'est l'usage courant de la langue maternelle qui maintient, en l'accentuant sans cesse, le contact intime de la culture et de l'esprit, même là où il n'y a qu'un concept assez obscur de la première.

De cet exposé nous pouvons tirer les deux conclusions suivantes: 1°. Le commerce assidu de l'esprit avec la langue ancestrale vient-il à cesser, aussitôt la culture est sérieusement menacée; elle ne tarde pas à disparaître, laissant la place à une autre. 2° Travailler à conserver sa langue, c'est travailler à conserver sa culture.

Nous essaierons d'appliquer ces deux vérités générales au cas particulier des Canadiens français, après nous être arrêtés à la valeur de notre langue.



La langue française, ses qualités

Au sommet de l'échelle hiérarchique des langues, prennent place celles qui expriment les cultures les plus humaines, enrichies par l'apport raisonné d'esprits supérieurs et fortes du témoignage non équivoque de plusieurs siècles; bref, des cultures qu'on pourrait dire parfaitement autonomes. Parmi ces langues, nous pouvons mentionner le français, l'anglais, l'allemand, l'italien, l'espagnol. . .

« Y a-t-il en Europe des langues qui soient plus favorables que d'autres au progrès intellectuel ? »

Michel Bréal, qui formule cette question⁵, n'ose pas y répondre affirmativement. Selon cet éminent philologue, issues qu'elles sont toutes de la racine indo-européenne, elles ont subi, à *de légères différences près*, les mêmes influences et elles ont donc approximativement les mêmes potentialités d'expression. Toutefois il admet que, chez elles, « il soit possible d'observer des aptitudes spéciales ». (Ibid).

Nous ne chercherons donc pas à prouver la supériorité absolue du français sur les autres langues; nous nous bornerons à exposer brièvement les qualités qui lui sont propres.

Nous nommerons d'abord, cela va de soi, la *clarté* et la *justesse*, qui lui permettent d'exprimer avec une rare précision les nuances les plus fines de la pensée. Ces deux qualités s'appuient sur un lexique d'une remarquable richesse sémantique et sur une syntaxe analytique aussi libérale dans les procédés particuliers d'expression qu'elle nous offre qu'elle est tyrannique dans l'ordre qu'elle impose à la phrase.

Le français compte moins de mots que l'anglais; pourtant ce n'est pas là un signe de l'infériorité de notre langue. La plupart de nos vocables peuvent signifier successivement plusieurs idées bien différentes; et, sous l'éclairage du contexte et des circonstances, l'esprit ne s'y trompe pas: il oublie tous les autres sens possibles du mot, pour ne considérer instinctivement que son acception présente. Par exemple, que, dans la même soirée, vous enten-

⁵ *Loc. cit.*, p. 254.

diez un imprimeur vous vanter le rôle obscur des *espaces* dans la composition, un musicien mentionner le deuxième *espace* de la portée, un astronome s'extasier sur l'*espace* infini, enfin Hitler réclamer son *espace* vital... y aura-t-il équivoque dans votre pensée ? le mot *timbre* vous est-il proféré par un horloger, par un philatéliste, par un avocat, par un instrumentiste ; vous accuse-t-on même d'avoir le timbre fêlé ; aussitôt vous choisissez spontanément, parmi la vingtaine de significations de ce terme, celle qui convient à chaque cas. Le vocabulaire français révèle la précision et la finesse de l'esprit qui a présidé à sa formation.

Voyons un peu la syntaxe. Les grammaires en usage chez nous et, par suite, notre enseignement n'appuient pas comme ils le devraient, nous semble-t-il, sur ce point essentiel de notre langue : l'ordre des mots. Si la plupart des langues indo-européennes, à tendance analytique, doivent soumettre leur phrase à un certain ordre de construction, aucune n'a poussé aussi loin que le français la rigueur de l'ordonnance propositionnelle. Il arrive souvent qu'on maugrée, en ce siècle de la vitesse, contre la rigidité du moule dans lequel il faut couler sa pensée. Songeons alors que cette forme rigoureuse nous oblige à bien préciser avant d'extérioriser ; que notre expression gagne en *clarté* et en *justesse* plus qu'elle ne peut perdre en brièveté et en rapidité ; que ce fait syntactique prend son origine dans la caractéristique la plus précieuse de l'esprit français : le culte de la raison. Tel esprit, soucieux de ne point sauter d'étapes dans le raison-

nement, aime bien se rendre distinctement compte de l'agencement progressif de ses propres opérations.

Il découle que la langue française, de par sa structure intime, ne peut normalement souffrir le mensonge et l'obscurité; pour reprendre le beau mot de Rivarol, elle a « une probité attachée à son génie ».

Clarté, justesse, probité. . . Il n'est pas étonnant que de telles qualités aient suscité, chez tous les peuples, l'admiration de la langue qui les possède; c'est en effet par elles que le français, au dire d'éminents linguistes, manifeste, à un degré particulièrement élevé, cette valeur sociale que nous avons reconnue, au début, comme un caractère spécifique du langage en général. Donc, quatrième qualité de notre langue: *sociabilité* ou *affabilité*.⁶

Nous comprenons mieux pourquoi le français a fini par acquérir cette suprématie, nous dirions même cette *universalité intellectuelle* qu'on lui reconnaît partout. Et nous sommes loin de croire qu'il ne conservera pas, sans qu'il soit besoin de faire campagne en ce sens et malgré le triste état de la France actuelle, l'importance diplomatique qu'il n'a jamais perdue complètement. Au début de 1943, alors que la France recevait les charitables horions d'anciens amis, M. Winston Churchill, premier ministre d'Angleterre et génial propa-

⁶ Georges LE BIDOIS et Robert LE BIDOIS, *Syntaxe du français moderne*, Paris, 1935, t. 1, *préface*, p. IX.

gateur du « basic English » ou *anglais fondamental*⁷, signait avec le premier ministre turc une entente *rédigée en français*. Les dépêches qui nous ont apporté cette nouvelle n'ont pas été démenties.

Si donc il nous répugne de proclamer que notre langue est supérieure, nous pouvons, en toute tranquillité de conscience, adopter la conviction qu'elle n'est inférieure à aucune autre.



La langue, gardienne de la foi ?

A la lumière des principes que nous avons énoncés, examinons de près la formule: « La langue est la gardienne de la foi », devenue monnaie courante chez nos écrivains « nationaux ». Pour une partie de notre peuple, elle a acquis, avec le temps, un certain air d'axiome indiscutable; d'autres la regardent comme un préjugé tenace, soutenu par un clergé intéressé. Nous aimerions bien ou lui découvrir un fondement solide, ou la rejeter définitivement si elle est sans valeur. Qui n'a entendu l'objection classique: « Il y a de bons Catholiques, chez les Anglais. Pourquoi, si nous adoptons leur langue, ne pourrions-nous demeurer bons Catholiques ? »

⁷ Un mot de cet *anglais fondamental* (ou *essentiel*). Comme moyen de faciliter l'étude de l'anglais courant, il peut rendre service. Comme langue internationale, il porte en lui-même son germe de mort, n'étant appuyé sur aucune culture propre: trop différent de la langue courante, il ne peut compter sur la culture anglo-saxonne. Tôt ou tard, l'*anglais fondamental* ira rejoindre l'*esperanto* dans les profondeurs de l'oubli universel.

Comme en trop d'autres domaines, nous nous sommes contentés, sur cette question, d'un à peu près commode, qui dispensait de la réflexion; avec la conséquence qu'à la première objection un peu sérieuse, trop de gens n'avaient d'autre issue logique que de changer d'idée, que de se défaire d'une conviction si faiblement étayée. Et quand se présentait la tentation plus grave d'abandonner, non plus seulement une idée, mais la langue elle-même, une néfaste incompréhension du problème laissait la trahison se consommer peu à peu.

Posons d'abord que les traditions et les croyances religieuses d'un peuple constituent une partie intégrante de sa culture, telle que nous l'entendions plus haut. D'autre part, nous avons conclu, en traitant des rapports de la langue et de la culture, que la perte de la première devait entraîner la perte de la seconde ou, sous une autre forme, que changer de langue, c'est changer de culture. Nous pouvons donc inférer que, en général, perdre le parler ancestral, c'est perdre du même coup les plus intimes contacts avec la foi traditionnelle.

Est-ce à dire qu'adopter une nouvelle langue, c'est adopter nécessairement une autre religion? Il convient ici de distinguer, de nuancer la réponse selon le milieu où s'accomplit la transformation.

Qu'un Canadien français, établi dans la Rome catholique, remplace graduellement sa langue par l'italien, il n'aura aucune difficulté à conserver ses croyances héréditaires; car il s'approprie une forme d'expression aussi imbue de la doctrine du Christ que l'était la sienne et employée tout autour de lui à concrétiser les mêmes concepts et les mêmes senti-

ments religieux. Pour généraliser, celui qui troque sa langue pour une autre ne met pas réellement sa foi en péril, si la langue adoptée sert la même foi, dans le milieu où s'opère le changement.

Au contraire, il y a danger grave, lorsque le nouvel idiome véhicule, dans l'entourage du transfuge, un appareil doctrinal et moral différent. Et c'est bien notre cas.

Voyons ce qui se produit quand un Canadien français délaisse sa langue maternelle au profit de l'anglais. Cet idiome est tout imprégné d'une foule de notions religieuses et sociales qui, la plupart du temps, ne concordent pas avec les données du Catholicisme, qui s'y opposent même assez souvent. Cela s'explique facilement; la proportion des Catholiques chez les Britanniques s'établit à environ 30% dans la province de Québec et tombe à 13% pour tout le Canada; et que serait-ce, si l'on tenait compte des millions d'anglophones des États-Unis. Notre homme, s'étant donc mis à parler, à lire, à écrire en anglais, subira nécessairement une certaine contamination de l'esprit, au contact des conceptions qui ont cours dans les milieux anglo-saxons du Canada et des États-Unis: il en viendra, dans tous les domaines, à penser, à sentir, à réagir en non-catholique. Pour qu'il délaisse ensuite sa pratique religieuse, il ne faudra qu'un geste, assez facile à faire, commandé qu'il sera par les mêmes intérêts qui auront déjà exigé le sacrifice de la langue.

Et puis, est-il besoin de l'ajouter, l'habitude du laisser-aller s'acquiert tellement plus facilement que celle de l'effort: la deuxième capitulation

coûtera, soyons-en sûrs, beaucoup moins que la première et se perpétrera avec un minimum d'hésitation. Il est même probable que, graduellement amenée suivant la courbe d'acquisition du nouvel état d'esprit et toujours un peu plus nécessitée par des circonstances extérieures, elle se produira sans aucun heurt sérieux chez notre individu.

Que si notre démonstration à la fois linguistique et psychologique ne semble pas suffisamment convaincante, il n'est que de recourir aux faits pour qu'apparaisse toute sa valeur. Chacun de nous ne peut-il apporter le triste témoignage, qui d'un parent, qui d'un ami, en faveur de notre thèse ? Qu'est-il advenu, *religieusement*, de ce cousin ou de cet oncle parti s'établir aux États-Unis ou dans l'Ouest du Canada et qui ne parle maintenant que l'anglais ?

Admettons-le : si un Anglais catholique dit son Acte de contrition en anglais et avec piété, parce que ce lui est naturel de le dire et de le penser en cette langue ; un Canadien français, dans un cas semblable, trouvera sûrement plus facile de ne pas le dire du tout, plutôt que de poursuivre une ferveur qui ne jaillira certainement pas dès les premières fois.

Les ennemis extérieurs

Puisque la langue et la culture sont si intimement liées que les coups portés à l'une atteignent aussitôt l'autre, il importerait de nous prémunir contre les blessures susceptibles d'amener leur mort. Encore faut-il bien connaître ses ennemis,

si l'on veut les combattre efficacement. Essayons donc d'identifier ceux qui nous attaquent du côté de la langue.

Ceux d'un premier groupe, que nous nommons extérieurs, ne dépendent pas directement de chacun de nous, quoiqu'ils agissent souvent par certains des nôtres et qu'ils tirent en général leur force de nos faiblesses intérieures. Énumérons: les organismes gouvernementaux, la publicité commerciale, les journaux, la radio.

Constatons tout de suite, après bien d'autres, que nous ne formons qu'un îlot au milieu d'une mer d'anglophones et que, de plus, ceux de notre pays cherchent délibérément tous les moyens de nuire à l'influence du français. Une telle conjoncture ne peut qu'aider à la diffusion, par les intermédiaires notés ci-haut, des fautes les plus courantes dans notre langage, et surtout des anglicismes. Ces intermédiaires non seulement s'efforcent, dans la transmission de leurs messages, d'utiliser le plus possible l'anglais au détriment du français, flattant ainsi leur orgueil, leur haine et leur paresse; mais encore, quand ils s'avisent de traduire, ils nous présentent le plus souvent un français qui fait peine à lire et à entendre.

Car si, du plus modeste au plus important, la nécessité a fait de tous les Canadiens français des traducteurs, sans que tous, hélas! fussent particulièrement préparés à cette tâche; d'autre part, quand ce sont des Anglais qui s'y mettent, faut-il ajouter en toute justice pour nous, le résultat laisse encore plus à désirer.

Pour les écrits qui émanent du gouvernement central,— abstraction faite du parti pris de tailler toujours la part plus large à l'anglais et compte tenu des seuls textes auxquels on accorde l'honneur de la traduction officielle,— nous devons reconnaître qu'ils affichent en général une belle tenue, qu'ils sont au moins rédigés en un français orthodoxe. Expliquons, sans crainte de nous tromper, qu'il faut en louer surtout les Canadiens français qui font partie de l'Office de traduction de l'État et dont plusieurs sont passés maîtres en cet art difficile.

Nous aurions pourtant ici trois regrets à formuler: d'abord, qu'on n'applique pas à tous les documents d'intérêt public le principe du bilinguisme reconnu par la Constitution; ensuite, qu'on s'évertue, dans les cas où l'on en tient compte, à en faire une application dénuée de tout bon sens, gardant pour la « réserve » du Québec exclusivement les miettes de français qu'on autorise; enfin, que les Commissions établies un peu partout, depuis le début de la guerre, puissent, sans passer par le Bureau des traducteurs officiels, nous offrir régulièrement un baragouin qui n'a rien de commun avec notre belle langue et qui sent son fonctionnaire unilingue à plein nez.

Les méfaits,— au point de vue de la langue —, de la publicité commerciale et du style « journalistique », d'autres les ont analysés dans des ouvrages assez au point, pour que nous nous contentions ici d'une simple mention. Notons seulement que ces méfaits s'appuient, d'une part sur l'ignorance,

d'autre part sur la hâte qu'on doit apporter à la composition de son « papier ».

En revanche, nous nous arrêterons plus longtemps à la langue « radiophonique », sujet plus neuf que les précédents.

Autrefois, la distinction était plus nette entre la langue écrite ou littéraire et la langue courante ou parlée: d'un côté, il y avait les écrits, les imprimés, qui demeurent; de l'autre, la conversation, soignée ou non, qui s'évanouit.

Les temps modernes ont commencé de changer cela, en créant des intermédiaires. Le premier dans l'ordre chronologique, le journal, tout en faisant partie du groupe des imprimés, se caractérise par une langue que les besoins du métier exposent aux mêmes négligences, aux mêmes fautes que la langue parlée.

La *radio* est venue à son tour, semblable au journal par l'accueil qu'elle fait à l'actualité, se prêtant mieux par ailleurs, au même titre que la conférence, à la correction préalable. La langue radiophonique, en dépit de son caractère fugitif, pouvait donc aspirer, semblait-il, à une plus haute tenue que la simple conversation, même à une expression plus châtiée que l'article de journal.

Pourtant, sans vouloir jouer au puriste, nous ne craignons pas d'affirmer, preuves en main, que, loin de corriger le peuple par un bon exemple incessant, la radio le confirme trop souvent dans des fautes qu'une longue habitude a déjà profondément enracinées dans sa nature.

Rendons ici justice à Radio-Canada: pour la correction du langage, on y dépasse de plusieurs

coudées les autres postes d'émission; et on y a créé cette année, initiative très louable, une tribune linguistique, qu'on ne pouvait confier à un meilleur titulaire que M. Jean-Maire Laurence. Concédons de plus que la direction d'un poste n'est pas responsable de *toutes* les erreurs qui se commettent à ses programmes. Il reste qu'elle en pourrait prévenir un bon nombre, de celles qui sont le fait des annonceurs et des « maîtres de cérémonie », de même qu'elle pourrait scruter d'un peu plus près les textes qu'elle destine à ses auditeurs.

L'animateur d'une émission dite populaire persiste, depuis plusieurs années, à inviter, chaque semaine, un auditeur à *compléter* un appel téléphonique. Peut-on *compléter* un acte qui n'est pas commencé? Que ne l'engage-t-il simplement à *téléphoner*, à *effectuer* un appel?

Comment ne pas sursauter, quand vous entendez à deux reprises une personne réputée instruite, écrivain de surcroît, vous entretenir des embarras *pécuniers* (au lieu de *pécuniaires*) d'une grande institution? Il ne se passe pas une journée sans qu'on vous incite à vous *rappeler* « *de* » telle ou telle chose. . . Des fautes élémentaires de ce genre, écrivait un auteur français, si elles étaient commises dans un salon parisien, suffiraient à identifier leur homme: on le prendrait pour un provincial ou pour un Canadien.

Qu'un malheureux lapsus échappe à un conférencier, nous ne songeons pas à lui en faire grief. Mais qu'un critique littéraire improvisé, qui a sûrement eu le temps de préparer son boniment, prétende, au sujet d'un bouquin sur le cancer, que

« ce livre devrait se trouver sur toutes les *étagères* d'une bibliothèque de médecin »; nous sympathisons alors avec le pauvre médecin qui, ayant le malheur de posséder une bibliothèque à dix *étagères*, devrait acquérir dix exemplaires de ce fameux ouvrage, pour se conformer au vœu de notre annonceur-littérateur.

Et quand un autre vous dit, à propos de nos combattants, « qu'on ne veut pas les induire à être sous l'impression que tout sera facile »; qu'un troisième vous affirme que « le prochain concurrent est *anxieux* de voir le problème lui être posé »; qu'un quatrième vous dépeint le triste état des usines *métalliques* (pour *métallurgiques*) allemandes qu'on bombarde; qu'on vous sert « *payer* une visite », « il *n'en* fallait *que* cinq *seulement* »... quand vous avez entendu toutes ces « harmonies » et bien d'autres encore, vous vous demandez dans quelle terre lointaine on a exilé la justesse et la clarté tant vantées de notre langue.

Au point de vue phonétique, on vous rabat les oreilles de: *rèssources*, *rèssemblance*, nord-d'ouest, nord-d'est, de part t'et d'autre, toujours z'amoureux, etc.; sans mentionner la pureté des sons...

Nous pouvons conclure sur le champ que notre langue, telle qu'employée à la radio, est bien malade; qu'il serait temps de chercher un remède; que chaque poste devrait peut-être retenir les services d'un censeur compétent, chargé de revoir tous les textes destinés au public et capable, à l'occasion, d'afficher, au quartier de nos trop savants annonceurs, quelques observations bien senties sur le vocabulaire et sur la phonétique.

Le malheur, c'est que nos gens, les enfants en particulier, subissent passivement cette action délétère de la radio tout le long du jour. Sans qu'ils s'en rendent compte, les expressions fautives finissent par leur sembler bien normales et en viennent même à toucher leur manière de penser; car, on s'en est sans doute aperçu, les principaux exemples cités traduisent des idées confuses, voire obscures; ils ne peuvent s'expliquer que par de tels concepts.

Quoi que nous entreprenions contre ces ennemis extérieurs de notre langue, nous n'atteindrons au succès que dans la mesure où nous aurons d'abord combattu ceux qui nous rongent de l'intérieur.

Les ennemis intérieurs

Avant d'aborder les membres de cette 5^e colonne de notre parler, passons rapidement en revue nos principales déficiences de langage.

Dans le champ phonétique, nous souffrons d'une prononciation fortement défectueuse. Quelques exemples typiques suffiront: chez les voyelles, le *i* et le *u*, que nous transformons respectivement en *é* et en *eu* (*bécécle* pour *bicycle*, *phésèque* pour *physique*, *ménuit* pour *minuit*; *méneute* pour *minute*, *breume* pour *brume*); chez les consonnes, les dentales muettes *t* et *d*, dont nous faisons des sifflantes (*portsique* pour *portique*, *rustsique* pour *rustique*, *habitsude* pour *habitude*). Ajoutons à cela nos *moé*, nos *sou-cèsses*, nos *Franças*, nos *crère*, nos *frète*, nos *Ugène*, nos *charquiers*, nos *cimiquières*...; nous admettrons sans hésitation, sinon sans regret, que l'appel-

lation de « bouches molles » nous convient plutôt bien.

Ne cherchons aucune consolation du côté des mots. Ici, l'impropriété le dispute à l'anglicisme, tous deux issus de la singulière pauvreté de notre vocabulaire. Chez nous, le *chausson* remplace la *chaussette*, la *machine* supprime l'*automobile*, l'*appartement* se convertit en *pièce*, l'*écrou* se confond avec le *taraud*, et c'est l'enfant qui s'amuse avec la *catin*. Quant aux anglicismes, ne nous laissons pas entraîner dans une énumération qui risquerait de ne plus finir; ils ont fourni la matière à des livres nombreux, qui contiennent eux-mêmes l'aveu qu'ils ne sont pas complets.

Serons-nous plus heureux au chapitre de la syntaxe, de la construction de la phrase ? Prêtez quelques instants l'oreille à la conversation de nos jeunes gens « dits cultivés » et même de nos hommes de profession. Vous vous rendrez compte que l'anglicisme a pénétré jusque là et vous perdrez vite vos illusions, quand vous entendrez des phrases comme celles-ci : « Cette soirée a été rendue possible . . . » ; « Cette annonce a été contribué par . . . » , « C'est le livre *que* j'avais besoin » ; « Al l'a-tu vu ? » ; « Si je *pourrais*, j'irais » ; et combien d'autres, où domine naturellement la forme passive, si chère à l'anglais.

Après cette esquisse, que nous avons voulue vraie et sommaire à la fois, il conviendrait de découvrir, chez les nôtres, les causes psychologiques des déficiences qui ont défilé devant nous.

Parmi les nombreuses attitudes de l'esprit susceptibles de fausser le mécanisme du langage, nous

choisirons les quatre principales, auxquelles, à notre sens, aboutissent les autres; à cause d'une certaine parenté, elles peuvent se grouper deux à deux, comme suit: le snobisme et l'amour-propre, l'indifférence et l'ignorance.

Le snob, qui ne tient compte ni du bon sens ni de la vérité et dont le dernier souci est la pureté de la langue, choisit toujours les mots et les expressions qui font bien par un petit air affecté, savant et surtout étranger. Aucune extravagance ne lui répugne; bien au contraire, plus la bizarrerie est patente, plus il se sent attiré. Il ne s'achète pas un *habit*, mais un *suit*; il ne digère pas autre chose qu'un *lunch*; ses amis, ce sont les *boys*; son courrier lui est remis par un *postier*, non par un vulgaire *facteur*; il aime mieux *solutionner* un problème que le *résoudre*; et c'est dans son *châr* qu'il se rend à son *flat*, délicieux petit *home*. Le soir, pendant qu'il lit le *Star*, près de son radio, la *speakerine* lui *introduit* (je ne sais où) un *crooner* populaire qui interprétera le dernier *hit*. N'allez pas tenter de lui faire la leçon, il vous prendra pour un arriéré et vous répondra: « On en r'vient ben! »

Le snob avéré ne se tue pas; il a perdu complètement cette qualité bien française: le sens du ridicule. Tout au plus, peut-on, par le ridicule, sauver ceux qui ne sont pas encore gangrenés à fond. D'ailleurs, l'action du snobisme sur la langue est plus amusante qu'importante; laissons-le donc pour passer à un travers plus redoutable.

Les Canadiens français ont la déplorable manie d'intervertir l'ordre des valeurs. Au lieu de se faire un point d'honneur de bien parler, de toujours res-

pecter leur langue, ils sont retenus par l'amour-propre au moment de bien prononcer leurs mots ou de remplacer par le terme juste un anglicisme courant.

Presque tout le monde sait que les *peanuts* sont des *arachides*; que *crème glacée* vaut mieux que *crème à la glace*; qu'un *bumper* est un *pare-choc* et un *plant*, une *usine*; qu'on peut réussir aussi bien aux *quilles* qu'au *bowling*; qu'on doit *mettre à la poste*, non *maller*; que *buns* se traduit par *brioches*, etc. Pourtant, dans chaque cas, combien de nos gens « osent » employer le meilleur vocable ? Ils craignent de faire sourire, car, chez nous, ce ne sont pas ceux qui parlent mal qui provoquent la moquerie, mais ceux qui s'efforcent de bien s'exprimer.

Nos enfants grandissent avec cette peur stérile de la correction du langage; les bons conseils qu'ils reçoivent à l'école servent à les faire moquer à la maison, s'ils tentent de les mettre en pratique; ils se gardent donc bien d'améliorer leur articulation et les objets les plus courants, les plus usuels, ils les désignent par des mots anglais ou par des barbarismes: *coat*, *pitcher*, *puck*, *marbres*, *truck*, *pantry*, *switch*, *plug*, *wrench*, *sligne*. . . A la longue, ils oublient les expressions françaises qui répondent aux besoins les plus élémentaires; ce recours constant aux « étrangers » devient pour eux une seconde nature. Comment pourront-ils plus tard se défendre contre la contamination de la pensée, de l'esprit ? Il faudra bien qu'ils lisent de l'anglais, ils entendent à peine leur langue maternelle quand elle est soignée.

Les plus vieux, soit qu'ils éprouvent une honte secrète de leur faiblesse passée, soit qu'ils ne com-

prennent plus l'importance du problème de la langue chez nous, affichent ordinairement une indifférence totale pour tout ce qui se rapporte à cette question. Ils ne songent même pas à protester ouvertement quand on les frustre de quelque droit en ce domaine, se faisant ainsi les complices de ceux qui les oppriment; ou bien ils expriment des regrets platoniques, sans aucun lendemain dans des actes tenaces, répétés, nécessairement fructueux à force de conviction et de volonté.

A Montréal, on écorche la langue quotidiennement à la radio, les panneaux-réclames étalent partout des phrases inconcevables. Qui de nous proteste, par écrit, auprès des responsables? A Toronto, un employé des tramways expose un matin, par mégarde (soyez-en sûrs), un peu de français dans une voiture; il y a tant de protestations téléphoniques et écrites que, le lendemain, la Compagnie doit s'expliquer publiquement, s'excuser de la méprise et promettre qu'un tel fait ne se répétera plus. Serions-nous devenus des mollusques, des invertébrés?

Qu'on n'aille pas croire que nous prenons plaisir à insister sur nos défauts. Les solides qualités qui ont assuré notre survivance jusqu'ici, nous les possédons encore, mais à l'état latent; parce que l'adversaire a changé de tactique et ne nous attaque plus de front, nous ne savons plus nous en servir. Ce que nous avons sauvé, ce que nous avons conquis alors qu'on nous le disputait âprement et ouvertement, nous sommes en voie de le perdre maintenant qu'on nous le concède volontiers en appa-

rence; endormis dans une fausse sécurité, nous ne voyons pas qu'on nous mine par en dessous.

Cette indifférence condamnable trouve un ferme appui dans une regrettable ignorance. Distinguons deux sortes d'ignorances: 1. celle des détails, qui fait qu'un cultivateur vous offre un *crate* de fraises, parce qu'il ne connaît pas le mot *cageot*; 2. une autre plus générale, en vertu de laquelle tout homme qui sait par cœur quelques règles de grammaire n'a plus rien à apprendre au chapitre de la langue. Nous nous bornerons ici à traiter de cette seconde ignorance.

Ce n'est pas au peuple, qui ne peut évidemment tout étudier, que nous la reprocherons, mais à notre élite. Comment celle-ci, aussi peu préparée qu'elle est, pourrait-elle sainement éduquer le peuple? Chez nous, à un certain niveau d'études, l'enseignement systématique de la langue cesse, parce qu'on ne sait plus quoi enseigner sans répéter la petite grammaire; là où l'on persévère un peu, on croit que montrer le français, c'est faire pondre aux élèves de belles grandes périodes sonores, qui ont le singulier défaut d'être vides et de n'enseigner rien de substantiel sur la langue. Si vous vous spécialisez dans l'étude de la langue, gardez-vous de le dire; les plus polis réprimeront doucement un sourire en songeant que vous avez découvert un savant procédé de cultiver votre paresse.

A-t-on besoin quelque part d'un professeur de mathématiques, de sciences ou de dessin? On va quérir un homme qui a fait ses preuves en ces divers domaines. Est-ce un titulaire de français qu'il faut? On prend le premier venu, attendu que tout homme

tant soit peu instruit dispensera très bien cet enseignement, sans une préparation particulière. En cette matière, nos gens commencent seulement à apprendre qu'il faut consulter un connaisseur, comme ils le font quand il s'agit de musique, d'électricité, de médecine. . . Ici, il semble n'y avoir pas place pour le doute: tout est décidé, sûr, tranché, à jamais fixé. On créera des cours de perfectionnement dans de multiples branches du savoir; en français, une telle initiative paraît inutile, voire impossible.

Nous ne voulons blâmer personne en particulier au sujet des causes psychologiques de nos déficiences de langage. Nous croyons qu'on reconnaîtra le bien-fondé de nos affirmations, si l'on se donne la peine d'y réfléchir. Ajoutons qu'il se manifeste, depuis quelque temps, en certains milieux, un nouvel esprit qui permet d'espérer de notables progrès, devenus plus que jamais nécessaires.

Conclusion

L'essentiel de notre problème linguistique, nous avons cru opportun et utile d'en dresser le tableau, lui appliquant cette réflexion de M. Esdras Minville sur les relations de l'esprit et de la culture: « Phénomène d'action réciproque dont la jeunesse instruite en particulier doit bien connaître le mécanisme, si elle doit exercer sur le plan national une action qui ne porte pas en elle-même le principe de sa propre stérilité ». ⁸

⁸ *Op. cit.*, p. 73.

Comment réagir, puisqu'il est évident qu'une réaction s'impose ? Il faut travailler à la fois du côté de l'esprit, de la culture et du côté de la langue, car celle-ci, nous l'avons prouvé, « ne pouvant subsister comme langue maternelle sans la culture qu'elle exprime, tout ce qui la fortifie, fortifie dans la même mesure l'esprit et la culture »⁹, et vice versa.

D'une part donc, prêchons la lecture française, répandons les revues d'expression française, facilitons l'accès aux livres de valeur par la création de bibliothèques paroissiales. Élevons aussi le niveau des soirées récréatives que nous présentons au public et où nous cherchons toujours à niveler par le bas, sous les fallacieux prétextes d'incompréhension et d'ennui: l'ennui n'est pas dans la matière, il est dans la présentation.

Appliquons-nous à faire revivre notre folklore si riche: que les chansons de nos aïeux ou du moins celles de la France contemporaine passent avant les « trouvailles » américaines et résonnent plus souvent qu'elles; conservons toutes nos traditions, même celles qui nous semblent insignifiantes. Tout cela contribuera à nous rendre cette bonne ambiance française, aujourd'hui presque évanouie.

D'autre part, continuons d'appuyer ceux qui s'adonnent à l'échenillage de notre vocabulaire hétéroclite et, avant de diffuser leurs conseils, ayons le courage de les mettre nous-mêmes en pratique. Convainquons-nous toutefois et persuadons les autres que ce n'est pas là toute la langue.

⁹ Ibidem.

Après avoir appris à douter raisonnablement de nous-mêmes sur ce terrain, habituons-nous à consulter au bon endroit. Et puis, peut-être notre jeunesse cultivée pourrait-elle tourner sa curiosité vers les choses de notre langue, en attendant que s'effectue la réforme progressive de l'enseignement du français à tous les degrés, réforme déjà heureusement amorcée dans plusieurs milieux. C'est de là que l'élite future recevra d'abord l'indispensable lumière.

Enfin, qu'il s'agisse de la culture ou de la langue, ayons à cœur de placer la nôtre là où elle doit être; pour reprendre une parole célèbre: « Si nous voulons du français, c'est à nous d'en mettre ». Et, de grâce! redressons-nous, protestons, tempêtons, luttons jusqu'à la victoire, quand on s'avise de ridiculiser, d'amoindrir ou d'écorcher l'une ou l'autre, soit à la radio, soit dans certaines feuilles hélas! trop répandues, soit dans les textes de réclame, soit dans les services de l'État. Obligeons les nôtres à savoir la langue, pour forcer ensuite les étrangers à la respecter.

C'est un programme chargé que nous avons tracé là; de son exécution dépend notre survie. Reculerons-nous? Il faut opter catégoriquement entre l'effort constant et l'insouciance facile. Si nous ne sommes pas fermement convaincus qu'il est impossible de nous sauver sans une langue pure, et que nous avons déjà trop longtemps sommeillé; dormons, dormons encore de notre hypocrite sommeil du juste, laissons notre langue continuer sa dérive . . . et nous ne nous réveillerons jamais.

Richard BERGERON

CHRONIQUES

Dans la cité

La vie politique

Le sort du Canada se décide à Londres

Il y a déjà plusieurs mois que nous nous entretenons de la conférence de Londres, que notre pudique premier ministre préfère appeler des entretiens intimes, où l'on doit discuter amicalement et familièrement de l'avenir du Commonwealth des nations britanniques. Quelques heures après le tragique accident de la rue Shannon, M. King n'a pas hésité à monter à bord d'un autre *Liberator*, qui l'a déposé sans encombres sur le sol anglais. Dans la capitale britannique, on fait fête aux chefs des différents Dominions; la foule les acclame au moment où ils arrivent devant 10, Downing Street. C'est à perdre la tête. Détail consolant pour nous, c'est le feld-maréchal Jan-Christian Smuts, et non pas M. Mackenzie King, qui recueille le plus d'applaudissements du vain peuple. Détail consolant et significatif aussi, puisque le vieux chef de l'Union sud-africaine s'est déjà signalé par son zèle impérialiste... Et dire qu'il ne s'agissait que de simples échanges de vues... Décidément, quand des grands hommes se rencontrent, après sept années, il leur faut de toute nécessité changer le sort du monde. Noblesse oblige !

Au moment où nous rédigeons hâtivement ces lignes, nous sommes bien loin de connaître la teneur des diverses propositions non plus que l'orientation

précise des représentants des libres Dominions. Les dépêches de presse s'emploient consciencieusement à créer un climat favorable qui nous permet d'espérer, si l'on peut dire, un merveilleux baiser lamourette. Et pourtant, il ne faudrait pas perdre tout espoir. N'oublions pas que la crainte de l'électorat est toujours le commencement de la sagesse. Seul un psychiatre très averti pourrait nous révéler le fond de la pensée de M. King, qui penche tour à tour entre un canadianisme de bon aloi, vieil héritage de famille, et le souci de sauvegarder la grandeur impériale. Ce politicien retors, qui a réussi à conserver contre vents et marées la vedette politique au Canada depuis un quart de siècle, n'a pas l'intention d'être pris sans vert. Il écoute fort poliment tout ce qui se dit à Londres, mais il n'oublie pas, le finaud, que des élections s'en viennent au Canada, et que ce ne sont pas les tories de Toronto et autres lieux qui assureront sa victoire le soir du scrutin. Indépendamment de ses sentiments intimes, il ne peut, même tout près de Piccadilly, oublier les sentiments clairement exprimés de la province française de Québec. Quand M. Churchill, ce magicien des mots et ce prestidigitateur des idées, entonne le cantique de l'épopée impériale, il ne peut s'empêcher de regarder le descendant des Marlborough d'un air qui signifie: Mon cher Winnie, tu ignores ce que pense l'habitant de Saint-Hilarion et l'ouvrier de Thetford-les-Mines. Mais Winnie fait mine de ne pas entendre...

A l'ouverture de la conférence, pardon, des entretiens, M. Churchill a exposé ses vues sur la

nature de la libre association des nations britanniques. D'aucuns ont manifesté quelque surprise, mais bien à tort, car le premier ministre anglais s'est comporté comme il convenait: il a célébré la gloire immarcessible de cet immense Empire et il a exprimé le pieux désir que rien ne vienne contravenir à d'aussi augustes projets. N'est-ce pas le bon sens même? Pour lui, la Grande-Bretagne, c'est la mère-patrie du Commonwealth, et il n'a pas l'intention de modifier cette appellation pour celle de sœur-patrie. Le droit d'aînesse, quoi!

D'un point de vue pratique, la proposition de M. John Curtin, premier ministre travailliste de l'Australie, est infiniment plus importante que ces affirmations théoriques. Il recommande la création d'un secrétariat impérial permanent qui permettrait aux différentes parties de l'Empire de s'entendre sur une politique commune et de faire peser dans le même sens le poids de leur opinion. En agissant ainsi, M. Curtin sait qu'il a l'appui de ses compatriotes, comme en témoigne l'article du *Morning Herald*, de Sydney. Ce journal a écrit un éditorial très pondéré où il soutient qu'il est fort possible que le Canada n'ait pas les mêmes intérêts à favoriser une étroite association impériale et que par conséquent on doive viser néanmoins à créer un bloc solide qui tienne compte de l'abstention du Canada. Ce libéralisme nous agréé entièrement. Si l'Australie ou quelque autre Dominion, pour des raisons sentimentales ou politiques, désire se lier entièrement à la Grande-Bretagne, c'est son droit, et nous n'en disconvenons pas. Pour nous, Canadiens, nous estimons qu'une pareille politique

serait carrément suicidaire et qu'elle entraînerait des répercussions que les augures de Londres n'envisagent peut-être pas.

Il faut d'abord tenir compte de ce fait que la population canadienne n'est pas homogène et qu'elle ne le sera vraisemblablement jamais. Nous ne déplorons pas ce fait, nous nous en réjouissons. Nous estimons en effet que nous avons une occasion sans doute unique d'obtenir ici une culture mixte, fondée sur deux des plus remarquables civilisations des temps modernes, à condition qu'aucune ne se croit obligée d'abdiquer au bénéfice de l'autre. Cette situation nous oblige toutefois à certaines considérations politiques. On comprendra aisément qu'une population de race française ne soit pas exagérément enthousiaste d'un condominium britannique dans le monde. Cet argument, sans doute valable puisqu'il est celui d'un tiers de la population canadienne, n'est pas le seul. Nous comprenons assez mal, pour notre part, que des Canadiens de langue anglaise, qui habitent ici depuis plusieurs générations, soient réfractaires à nos idées. Répétons-le pour la centième fois, nous ne sommes pas Français, même si nous aimons de tout notre cœur la France, source de notre culture. N'avons-nous pas le droit d'espérer que nos associés de langue anglaise nous imitent à cet égard et considèrent le Canada comme leur seule et unique patrie ? Autrement, à quoi riment les couplets sur l'union nationale ?

La conférence de Londres s'achèvera bientôt. Qu'en résultera-t-il ? Nous serons mieux en mesure d'en discuter le mois prochain. Toutefois, qu'on

nous permette dès maintenant de constater que le premier ministre canadien ferait dangereusement fausse route en nous entraînant contre notre gré dans une politique impérialiste acceptable à quelques magnats de la finance et à un certain nombre d'imbéciles qui croient sauver l'Empire en écrivant des lettres loufoques au *Montreal Star*. La guerre, c'est entendu depuis longtemps, complique singulièrement notre situation politique. Ce n'est pourtant pas une raison pour abandonner les droits que nous avons acquis après des années de lutte opiniâtre. M. King a beaucoup à se faire pardonner des Canadiens; qu'il prenne l'occasion qui lui est offerte pour se racheter, aux yeux de l'histoire, et qu'il ne s'y trompe pas: il aura toujours, quoi qu'il fasse, l'appui désintéressé de la *Winnipeg Free Press*, du *Toronto Star* et de notre lamentable *Canada*, qui prostitue un beau nom...

Jean NICOLET.

Le "courrier des lettres" de Roger Duhamel

Par suite de l'abondance des matières, nous devons remettre à la livraison de juin le « courrier des lettres » de Roger Duhamel. Cette rubrique comprendra des études sur *Iberville le conquérant*, de Guy Frégault; *Notre maître le passé* (troisième série), du chanoine Lionel Groulx; les deux derniers tomes parus de l'*Histoire de la province de Québec*, de

Robert Rumilly; *Connaissance du personnage*, de Robert Charbonneau; *La Conquête de la paix*, de Pierre Ricour; *Les feux de l'Occident*, de Paul Cardinaux; *Horizons d'après-guerre*, de Jean-Marie Nadeau, etc.

La livraison de juin comprendra aussi une importante étude de Me Jacques Perrault sur « le rôle au Canada des lois françaises. »

L'étatisation de la M.L.H. & P.

Nombreux, j'en suis convaincu, sont les lecteurs de cette revue qui se sont réjouis à l'annonce que la Montreal Light Heat & Power allait être étatisée. Avec certaines craintes à l'esprit, ils ont applaudi au principe. Tous ceux-là savent aussi pour l'avoir lu dans ces pages mêmes depuis cinq ans et en différentes occasions que tel n'était pas mon avis. Ils me permettront bien, j'en suis sûr, d'en appeler une fois de plus à leur désir de voir tous les côtés de cette médaille avant de marcher plus avant et de tirer quelques leçons opportunes des événements des deux derniers mois en la matière.

Tous ceux qui m'ont fait l'honneur de me lire régulièrement dans *L'Action Nationale* ou de s'intéresser aux différents types d'activité auxquels je me donne soit dans le métier d'écrire, soit dans celui de conférencier savent que ce n'est pas par sympathie ou par liaison avec les idées et les intérêts que représentent la dictature économique en général et le trust de l'électricité en particulier que je me suis toujours montré extrêmement méfiant à l'égard des formules étatisantes. Dans le domaine qui m'est propre et selon le ton qui convient à ce domaine, je me suis dès 1934, à ma sortie de l'Université, intéressé à la question de la concentration financière chez nous, j'en ai exploré les arcanes, décrit les rouages et je me suis appliqué de toutes mes forces à propager des solutions saines — le corporatisme et le coopératisme combinés — qui mettront un ordre véritable dans tout

cela dans un temps minimum, plus vite et mieux que les fausses solutions, souvent plus séduisantes de l'extérieur mais où l'on ne retrouve à l'expérience que déception.

Quant à moi, si je ne puis accepter même le principe du geste que le gouvernement de Québec vient de poser à cet égard, c'est parce que je suis convaincu que nous entrons par là dans l'ère maudite qui a empoisonné la politique française, l'ère des bureaux de tabac, du monopole d'État des allumettes et des alcools, etc . . . , moyens de fabriquer, de multiplier les fonctionnaires, les pensionnés ou les gratifiés du gouvernement et d'acheter ainsi l'opinion du corps électoral. Avec les employés qu'il entretient, les milliers de factures d'électeurs retardataires qu'on peut régler à même la caisse électorale au bon moment, les contrats de construction et de réparation considérables qu'il met en jeu à un moment ou à un autre et qui peuvent porter sur des millions et des millions de dollars, il n'y a pas de doute que les entreprises hydroélectriques étatisées ont tout ce qu'il faut pour passer à la postérité au rang des travaux publics et de la voirie tant comme machine à graisser les amis que comme batteries des faiseurs d'élections.

Non, ce n'est pas par amour du trust de l'électricité que je m'objecte à ce qu'on l'étatise. C'est, ainsi que je l'ai déjà dit ailleurs, parce que l'exploitation privée des entreprises est le gage nécessaire de la liberté des personnes humaines en les affranchissant de la tyrannie d'un État rendu trop puissant par l'exercice des fonctions économiques, en

la libérant aussi du pouvoir de corruption dont ne manque jamais de se servir l'autorité politique quand elle dispose de trop d'atout à utiliser pour influencer l'opinion du corps électoral autrement que par des arguments.

Sans doute, je n'ignore pas que dans certains cas, il faut bien se résigner à laisser l'État s'attribuer des fonctions d'entrepreneur. Et c'est en tenant compte de ces nécessités que mon opposition s'établit. Je ne redirai pas ici toutes les raisons pour lesquelles aucun des quelque quinze ou vingt motifs que l'on apporte chez nous en faveur de l'étatisation de nos entreprises hydro-électriques ne pénètre suffisamment au cœur du problème pour en saisir la clef. Je viens de les exposer sommairement dans *l'Actualité Economique* d'avril 1944 et les lecteurs intéressés s'y reporteront.

Je rappellerai seulement que le nœud de la démonstration réside dans le fait que jamais une preuve satisfaisante n'a été fournie qu'il n'y avait pas d'autres solutions aux problèmes avec ou sans l'intervention active de l'État, que jamais non plus — sur ce point-là tout le monde est d'accord — l'un quelconque de nos gouvernements depuis 44 ans n'a entrepris d'appliquer quelque mesure sérieuse que ce soit en vue de résoudre le problème. Dans ces conditions, j'estime qu'il était et qu'il reste du devoir des hommes politiques au pouvoir quels qu'ils soient d'appliquer d'abord une politique énergique en vue de résoudre la question *en nous sauvant de l'obligation* d'évoluer dans un sens aussi contraire à nos idées et aussi dangereux pour nos positions nationales.

Si l'on veut vraiment préserver les libertés fondamentales de la personne humaine, il faut *de toute nécessité* que des frontières très nettes soient établies entre le domaine de l'initiative privée et celui de l'État. Ce qui revient à dire qu'il faut fixer des règles de principe précises et *inviolables*. L'une de ces règles, c'est évidemment que les raisons pour lesquelles on étatisé une entreprise particulière soient telles qu'elles ne justifient pas, en principe ou en fait, la socialisation à peu près généralisée. Qu'on s'en écarte et graduellement nous nous enliserons par la force même des choses dans le socialisme, vers lequel on tend de partout aujourd'hui. Dans une matière aussi grave, il est inadmissible de s'arrêter même un moment aux distinctions spécieuses, qui sont plus souvent dictées par les complaisances de toutes sortes et les passions politiques et sociales que par la raison. Qu'il s'agisse d'électricité ou de chaussure, d'étatiser dans le présent $\frac{1}{2}\%$ ou 10% seulement de l'activité économique cela est secondaire; ce qui compte, ce n'est pas tant la nature des choses ou les proportions arithmétiques actuelles que les principes qu'on met en jeu, les raisonnements sur lesquels on appuie son action et les conséquences logiques ou nécessaires qu'ils appellent dans l'avenir.

Une autre de ces règles est certainement celle que j'ai posée indirectement dans un paragraphe précédent: à savoir que l'exploitation d'entreprises n'étant pas normalement du domaine de l'État, on ne doit pas s'y résoudre tant qu'il est possible de régler autrement les problèmes, fût-ce au prix

de plus de difficultés pratiques, car de telles difficultés matérielles ne comptent, devant les valeurs à sauvegarder, que si elles sont vraiment, absolument, incontestablement insurmontables.

C'est ici qu'intervient un argument qui frôle vraiment le problème: à savoir qu'à cause de l'influence du trust sur la caisse électorale, il est vraiment impossible à nos gouvernements de se libérer de son influence et d'appliquer une politique de contrôle efficace. Mais c'est un argument qui déplace le problème. Le mal fondamental qu'il indique vient d'une défectuosité de notre régime politique. Au lieu d'aller droit au mal, de proposer hardiment une réforme de ce régime, on maintient l'institution politique mauvaise et on l'emploie comme une justification pour asseoir nos réformes économiques sur d'autres institutions mauvaises dans le domaine social: les institutions socialistes. De cette façon, on ne règle d'ailleurs ni l'un ni l'autre. Car c'est une illusion de croire qu'on pourra régler mieux le problème de l'électricité de cette façon; c'est une illusion parce que l'influence de la caisse électorale restera intacte après l'étatisation.

Pour faire disparaître l'influence de la caisse, c'est la caisse elle-même qu'il faudrait supprimer. Or il est bien évident qu'elle sera là même après l'étatisation de la Montreal Light Heat & Power, qu'elle le sera encore même après l'étatisation de toutes les entreprises hydroélectriques de la Province. Elle persistera parce que les partis auront toujours besoin d'argent pour faire leurs élections et parce que le trust de l'électricité n'est qu'une

ramification d'une organisation économique centralisée qui ne perd à peu près rien de sa puissance, puisque même en lui enlevant toute l'électricité, on ne lui enlèverait qu'une production de 52 millions de dollars sur une production industrielle totale (y compris les centrales électriques) de 858 millions contrôlées par les grandes organisations du Québec (chiffres de 1938) ¹, qu'un capital de 668 millions sur un total de 1,654 millions. Et ce capital, nous allons d'ailleurs le rembourser en partie, de sorte que la dictature économique ne sera vraiment affaiblie que de la partie considérée comme fictive ou dépréciée.

Pour supprimer l'influence de la caisse électorale sur la politique du Québec, par l'étatisation, c'est donc à peu près toute l'activité économique de la Province qu'il faudrait étatiser, puisque la grande industrie en contrôle 80%; il faudrait, en somme, verser dans le socialisme. Je me permettrai de répéter ici ce que j'ai dit pour des cas analogues dans l'Actualité économique: en pareil cas, l'étatisation est nécessairement inadmissible; non seulement on n'a pas le droit de la préconiser, mais il devient obligatoire de trouver d'autres solutions parce que le socialisme, sans cela, devient inévitable.

La situation étant telle que je viens de la décrire quant à la caisse électorale, il devient pareillement évident que l'étatisation ne résoudra pas davantage le problème particulier de l'électricité.

1. La production industrielle totale (y compris les centrales électriques) atteignait cette année-là \$1,035,000,000 dans Québec.

On ne saurait en obtenir les résultats attendus précisément parce que la dictature économique aura besoin d'électricité pour ses industries anciennes et nouvelles, que les partis restent toujours à ses crochets, que l'étatisation, si elle paraît devenir nécessaire pour calmer certaines clameurs populaires, se fera selon les intérêts de la dictature et que l'entreprise étatisée continuera d'être exploitée à son avantage.

Nous risquons d'assister maintenant au spectacle de financiers qui, rentrés dans leur fonds, s'en serviront pour développer de nouvelles entreprises, qui se feront accorder par l'hydro des taux de faveur pour leur consommation d'électricité comme ils exigent des faveurs spéciales en matière de taxation municipale. Sous le prétexte spécieux d'empêcher les industries de s'en aller dans l'Ontario, et par le pouvoir d'intervention dans les coulisses que leur confère leur souscription aux caisses électorales, ces grandes entreprises passeront ainsi une partie de leurs frais au consommateur domestique (toujours et encore plus que par le passé); ou, mieux, pour conserver au public l'illusion d'avoir obtenu une réduction de taux, elles la refileront au contribuable sous forme d'impôts à payer pour combler des déficits plus ou moins habilement dissimulés.

N'avons-nous pas déjà des signes que c'est là ce qui se prépare réellement? Monsieur Godbout nous déclare tout bonnement que depuis trois ans la *Montreal Light Heat* cherchait à se vendre au gouvernement. Pourquoi? Sans doute, parce que la campagne du Dr Hamel et de ses amis d'hier

et d'aujourd'hui lui fait penser qu'il vaut peut-être mieux liquider l'affaire avant que l'opinion publique ne porte au pouvoir des gens avec qui l'entente serait difficile. Mais cela seul ne suffit pas à tout expliquer. L'occasion étant belle, ne cherche-t-on pas tout simplement à refiler au gouvernement, au prix fort, une entreprise dont on a pressuré tout le jus, pour retrouver ainsi ses capitaux et pouvoir repartir dans les industries plus neuves, plus payantes que les découvertes de guerre annoncent avec la possibilité d'avoir l'électricité à meilleur marché encore qu'on ne pourrait se la fabriquer actuellement ?

Tout cela n'est pas clair. Et ceux-là mêmes qui, au début, à l'annonce de l'étatisation, se réjouissaient dans nos milieux ont bien déchanté depuis. L'événement n'est venu que confirmer ce que j'ai écrit, dit et répété je ne sais combien de fois à ceux de nos amis qui montrent le plus d'enthousiasme pour les étatisations. Un bon gouvernement n'a pas besoin d'étatiser pour mâter les trusts, parce que muni de l'autorité suprême rien ne peut l'empêcher d'agir et d'agir sainement. Et comment peut-on croire qu'un gouvernement soumis aux vues de la dictature économique, s'il se décide à étatiser, puisse le faire autrement que selon les données établies par les puissances qui l'agitent ? Si ce gouvernement, au surplus, est pétri d'électoratisme, désireux avant tout de se maintenir au pouvoir, comment peut-on espérer qu'il administrera l'entreprise étatisée autrement qu'en fonction de ses vues électorales ?

Non! c'est évident. Nous sommes engagés dans la mauvaise voie faute d'avoir suffisamment approfondi l'ensemble de nos problèmes. Nous tournons dans un cercle vicieux avec cette question d'étatisation, car le problème politique de la dictature économique n'est pas de faire étatiser celle-ci par un gouvernement à son service (ce qui ne tournera à rien); c'est de faire élire un gouvernement sain, donc de faire l'éducation du peuple sur les vices de notre système politique, de le convaincre de mettre au pouvoir un groupe qui les corrigera, lequel groupe pouvant ensuite se maintenir au pouvoir sans avoir de compte à rendre aux intérêts financiers, sera en mesure de dompter ceux-ci sans étatiser. De ce côté, notre problème est avant tout un problème d'hommes et d'institutions politiques qui assainiront l'État, et non une question d'étendre le champ d'action de l'État.

En préconisant à fond de train les étatisations, on ne contribue nullement à la solution de ces problèmes. On ne fait que préparer les esprits à la démagogie et assurer aux gouvernements la possibilité de s'emparer d'autant plus volontiers de certains pouvoirs qu'ils leur offrent les moyens d'asseoir encore plus solidement leur influence par le nombre grandissant des gens qui doivent compter sur l'État pour vivre. Au point de vue social, on fausse l'esprit de la population; on le détourne de la véritable conception qu'il doit entretenir de l'ordre dans la société, pour l'orienter vers les solutions collectivistes, les plus destructrices des personnalités humaines. Du point de vue national, l'on prépare l'assimilation du Canada français dans

la vague socialiste anglo-saxonne et l'on édifie des organismes centralisés dont nous perdrons fatalement le contrôle avec les tendances fédéralistes qui se font jour de partout.

Et ne me dites pas qu'avec de bons nationalistes au timon des affaires, ce danger sera évité, car je vous dirais qu'ils n'y seront pas nécessairement toujours et que peut-être ils n'auront pas le temps d'y arriver parce qu'ils auront eux-mêmes créé une opinion dont d'autres sauront profiter pour tout rafler avant que le succès ne leur vienne. Les nationalistes devraient, au contraire, être les premiers à comprendre que toute cette façon de résoudre nos problèmes nationaux, économiques et sociaux tient beaucoup trop de la politique pour ne pas nous desservir. Ne savons-nous pas tous que la politique chez nous a toujours joué ou tourné contre nous ?

Pris dans un système confédératif et impérial dans lequel des forces formidables de corruption travaillent contre tout ce qui se refuse à rentrer dans les cadres des intérêts coloniaux, nous ne pouvons jamais être sûrs que ce que nous confions au pouvoir politique, même provincial, n'est pas aux mains des intérêts qui travaillent à nous niveler et qui savent exploiter toutes nos faiblesses. N'en avons-nous pas eu assez d'exemples ? N'avons-nous pas été assez souvent trompés ? Pourquoi donc attendons-nous toujours tant notre salut de la politique ? Pourquoi voulons-nous absolument jouer le rôle du *siffleur*, qui ne se contente pas des coups de fusils qui l'ont manqué et qui revient se montrer le nez tant qu'une balle ne l'a pas tué ?

C'est sur la force même du peuple qu'il faut compter surtout, d'un peuple éduqué, calme, décidé à s'organiser lui-même en partant de l'économie pour remonter vers le social et le politique selon une ordonnance décentralisatrice. C'est dans une action sociale coordonnée et puissante, en marge de la politique, indépendante d'elle, qu'il faut mettre surtout nos espoirs. Et ce qu'il faut demander à la politique, à ceux qui dans la politique voudront prendre les véritables intérêts du peuple canadien-français, c'est de se hisser au pouvoir non pas avec l'orgueilleuse prétention qu'ils peuvent tout régler en accaparant le plus possible des activités de la nation, mais au contraire avec toute l'humilité nécessaire pour voir les dangers qui les menacent et savoir se décharger des trop lourdes responsabilités, avec toute la clairvoyance nécessaire pour dégorger cette politique qui est notre talon d'Achille et faire pousser ces organisations professionnelles et coopératives spontanées qui nous libéreront en moins de 25 ans, non seulement de la dictature économique, mais des hasards extrêmes de notre vie politique.

Un gouvernement qui, après quelques années de pouvoir dans Québec, pourrait se dire: « J'ai organisé mon peuple, non pas en fonction de mon désir de gouverner le plus possible, mais en vue de lui permettre de se gouverner lui-même le plus possible dans tous les domaines qui ne sont pas strictement politiques », un tel gouvernement serait déjà, du point de vue philosophique, le bon gouvernement. Et comment ne voit-on pas

que pour nous, dans notre position de peuple dont la politique risque toujours d'être subordonnée à des intérêts extérieurs, il est le gouvernement qu'il nous faut absolument pour retrouver la liberté nationale désirée, parce qu'en mettant hors d'atteinte notre vie économique et sociale par rapport au rouage politique canadien compliqué et centralisateur, il nous assurerait la possibilité de nous développer, même dans la Confédération, selon notre culture propre sans avoir à toujours craindre qu'un changement de gouvernement ou les faiblesses humaines des politiques au pouvoir ne viennent en un jour perdre les efforts des siècles et céder ou falsifier les biens de tous ordres que nous aurions confiés à la garde de l'État.

Ce sont toutes ces idées que met en jeu la question de l'étatisation de la M.L.H. & P. Sans doute, tout n'est pas perdu parce que cette seule entreprise a été étatisée, surtout si nous savons nous reprendre vite et apporter à la loi actuelle quelques modifications essentielles dont j'ai indiqué la nature et la portée dans l'*Actualité Economique*. Telle quelle toutefois, et si limitée qu'elle soit en étendue par rapport à l'activité économique de la Province, elle appelle les remarques qu'Horace a consignées dans l'une de ses épîtres (I, 16):

« C'est ainsi que tu me voles
« un boisseau de fèves sur mille;
« tu crois, sur ce pied, le crime moindre.
« Il n'y a que le dommage qui le soit. »

François-Albert ANGERS.

Vie de l'esprit

« Présents! »

Ces jours derniers, les journaux rapportaient que M. Victor Doré, surintendant du Conseil de l'instruction publique du Québec, était à Toronto le délégué de M. Godbout. Que faisait, à Toronto, ce délégué du premier ministre du seul gouvernement de langue française des deux Amériques ? Y présentait-il des diplômes aux gradués des cours de français ? Non. Il faisait mieux que cela. Il y présentait des diplômes à des élèves de l'école d'anglais du C. A. R. C. et il disait : « Je suis responsable jusqu'à un certain point de la création de cette école . . . »

Ces messieurs du gouvernement et du Conseil de l'instruction publique du Québec, gardiens naturels de la culture française au Nouveau-Monde, méritent à leur tour des récompenses des gardiens naturels de la civilisation anglaise, tels MM. Stephen Leacock, George Drew et les correspondants intermittents de la *Gazette* de Montréal et du *Telegram* de Toronto. On se rappelle que feu M. Leacock vient d'écrire : « Ce pays (le Canada) doit être anglais » et le second, M. Drew : « Nous avons besoin de jeunes gens vigoureux de l'Angleterre ; voilà ce que j'entends par une immigration choisie ».

Au lieu de répondre ou de paraître répondre « Présents » aux appels d'une croisade qui ne les regarde pas, les Canadiens de langue française ne devraient-ils pas se faire un point d'honneur d'être fidèles à leur langue et d'employer l'ingéniosité de

leur esprit et l'argent de la Province au profit de leur culture ?

G. HONTE.

N.D.L.R.— Nous nous permettons d'ajouter à ce texte, quelques commentaires où s'exprime la stupéfaction de nos gens. Ici même, à l'Action Nationale, il y a longtemps que nous nous méfions de la vraie pensée de M. Doré au point de vue national. M. Doré ayant reçu des régimes rouges des faveurs d'enfant gâté, on avoit toutes les raisons de suspecter son idéologie de n'être pas nationale. Car un fonctionnaire de l'éducation devrait être placé en marge des influences politiques.

M. Victor Doré qui est un monsieur aux paroles douceâtres et cauteleuses, aux semelles de velours, au sourire feutré, vient enfin de montrer son jeu. Le fait que signale notre correspondant est un aveu complet. Ainsi, M. Victor Doré, surintendant du C. de l'I. P., gardien et défenseur naturel de la langue française, est allé se confesser à Toronto. Il se vante d'avoir contribué à la fondation, à Toronto, d'une école d'anglicisation des jeunes canadiens-français, et il y a couronné les meilleurs d'entre ces jeunes gens.

De sorte que M. Doré, au lieu d'être à l'école primaire, celui qui nous rattache à nos origines, est celui qui veut nous affranchir de l'amour du français. Le fonctionnaire chargé de la défense de la langue française chez nous, se fait l'apologiste de l'anglais. Asservi aux idées qui règnent dans les

milieux officiels, M. Doré cherche à effacer des esprits la conviction essentielle d'une langue française maîtresse de tous nos actes, de nos vœux. Il propage cette idée funeste que l'anglais est notre arme principale.

Il y a aussi autre chose. M. Doré, haut fonctionnaire, sait très bien que les Canadiens français sont contre la participation. Or lui, pour mieux montrer qu'il sort de ses attributions, s'habille en soldat. Encadré des instruments de la dictature de King et de Godbout, entouré de tout l'apparat de la guerre, il s'affuble du costume d'aviateur. C'est une farce qui commence à en fatiguer plusieurs et qui fait sourire même ses amis. Enfin, M. Doré est-il aviateur ou est-il fonctionnaire ?

Le temps que M. Doré consacre aux choses de la guerre, c'est autant d'enlevé à son travail de surintendant. Payons-nous M. Doré pour qu'il s'affuble du costume militaire et qu'il cambre le torse en faveur de la participation ?

M. Doré qui joue au soldat se rend complètement ridicule, à part qu'il donne aux impérialistes un gage de soumission. Le snobisme des gens en place est connu; mais M. Doré, haut fonctionnaire de l'éducation, n'a pas le droit de faire de l'éducation au profit de la guerre totale. Du reste, à son caractère, le costume qui convient, c'est la peau de l'agneau. Ce discours en faveur de la langue anglaise n'a fait que révéler à tous que M. Doré remplit mal son métier de Surintendant de l'Instruction Publique. Avec un gouvernement normal, on exigerait de M. Doré des explications ou une mise à pied. M. Doré, s'il pense à l'avenir, ferait bien d'y songer.

En deux mots ... ou peut-être en trois!

L'art de se laver les mains ou de Pilate au créditisme canadien

Dans une précédente livraison de cette revue, un doute qui a fait scandale en certains milieux a été exprimé sur la valeur nationale canadienne-française de l'union au créditisme canadien sur le plan politique, vu l'attitude impérialiste des députés fédéraux créditistes depuis le début de la guerre. Le récent congrès du Crédit social à Toronto vient de prouver que ces craintes étaient justifiées.

Voilà un groupe d'hommes qui se réunissent pour fonder une association nationale, c'est-à-dire canadienne, en vue de répandre la doctrine du Crédit social par l'action politique. On s'entend sur les cinq points suivants: lutte contre la centralisation des pouvoirs, le socialisme, le communisme et le fascisme; efforts pour mettre fin à la dictature financière; réclamation d'une démocratie réelle où l'entreprise individuelle et la propriété privée seront protégées ou encouragées; distribution d'un pouvoir d'achat suffisant entre les mains de tous les Canadiens; reconnaissance de l'autonomie des gouvernements provinciaux et municipaux. » Pas un mot de la politique extérieure. Et pourtant le chef du Crédit social de la Province accepte d'associer son mouvement à cette organisation et l'un de ses principaux assistants, M. Ernest Grégoire, devient le vice-président de l'Association nationale.

A des questions fort opportunes de M. Camille l'Heureux dans *Le Droit* (12 avril 1944), M. Armand Turpin répond que « s'il n'a pas été question à ce congrès de la politique extérieure » et si « le programme ne contient aucun article s'y rapportant », c'est que, « à l'unanimité les délégués décidèrent de formuler un programme circonscrit aux principes généraux du Crédit social ». Sur les autres questions, ajoute M. Turpin, « il fut décidé et adopté par le congrès qu'une *liberté entière* serait accordée à tous les députés créditistes de voter selon leur conscience et la volonté de leurs électeurs respectifs ».

Il serait amusant d'éplucher en détail cette déclaration dont la phraséologie est pour le moins curieuse. A partir de pareils principes de base, comment n'a-t-on pas par exemple laissé à chacun sa liberté sur toute la ligne ? Quand il s'agira de questions touchant au Crédit social, obligera-t-on les membres de l'Association à voter contre leur conscience et contre la volonté des électeurs ? M. Turpin, évidemment,

En vente aux

EDITIONS DE L'ACTION NATIONALE

4 est, rue Notre-Dame, ch. 603, ou
Case Postale 1524, Place d'Armes, Montréal.

Collection "ACTUALITES"

- 1 — **Alerte aux Canadiens français!**, par André Laurendeau
- 2 — **La querelle du bilinguisme**, L'Action Nationale
- 3 — **L'art de déplacer les questions**,
par François-Albert Angers
- 4 — **Economique et culture**, par Albert Nerviens
- 5 — **De l'éducation**, par René Chaloult
- 6 — **Nos écoles enseignent-elles la haine de l'Anglais?**,
par André Laurendeau
- 7 — **Les conquérants**, par Gérard Filion
- 8 — **Pourquoi nous n'accepterons jamais la conscription
pour service outre-mer**, par François-Albert Angers
- 9 — **Est-ce ainsi qu'on fait la guerre sainte?**
par François-Albert Angers
- 10 — **Le temps est venu pour les Canadiens de mettre
le holà!**, par François-Albert Angers.

Collection "RECONSTRUCTION"

- 1 — **"Votre Tâche, Jeunesse"**,
par le R. P. Emile Bouvier, s.j.
- 2 — **"Votre Dignité, Jeunesse"**,
par Mgr Paul-Émile Léger, p.d.

Collection "TEMOIGNAGES"

- 1 — **Vers l'indépendance politique**,
par l'abbé Lionel Groulx (édition épuisée)
- 2 — **Pour notre libération**, par M. René Chaloult.

Collection "NOS ENQUETES"

NOTRE QUESTION NATIONALE,

par le R. P. Richard Arès, s.j., avec préface
du chanoine Lionel Groulx.

L'ACTION NATIONALE

- "Défend le fait français en Amérique..."
- "Donne des directives..."
- "Constitue un instrument de ralliement..."
- "S'oppose aux esprits chimériques et politiciens..."
- "Fournit une documentation de choix..."
- "Présente la meilleure doctrine politique..."
- "S'affirme une revue combative..."
- "Travaille à construire un monde nouveau..."
- "Apporte un programme d'ordre..."
- "Rend service à nos minorités..."
- "Se dresse contre la dictature de la peur..."

POURQUOI NE PAS VOUS Y ABONNER ?

\$2. par année. — Prière d'ajouter 0.08 (taxe), et .25 si le chèque n'est pas encaissable sans frais à Montréal.
Abonnement de soutien \$5.

BULLETIN D'ABONNEMENT

L'ACTION NATIONALE

Case postale 1524, Place d'Armes, Montréal.

J'inclus la somme de \$..... en paiement
de mon abonnement à l'Action Nationale, pour
une période de.....année.... à commencer au
mois de.....194.....

Nom.....

Adresse

n'est pas aussi loin qu'il dit l'être de la méthode des vieux partis: libre sur tout ce qui n'entame pas l'intérêt du parti, lié envers et contre tous et tout sur le reste; ce n'est probablement pas ce qu'il pense, mais c'est le principe qu'il pose.

Et puis, l'argument est cousu de fil blanc; ni de près ni de loin la question de l'autonomie des provinces n'est plus essentielle aux principes généraux du Crédit social que ne l'est la politique extérieure ou l'autonomie réelle du Canada dans l'Empire et dans le monde. Alors quoi ?

La réalité, c'est évidemment que si l'on n'a pas adopté de résolution sur la politique extérieure, c'est qu'il n'y avait pas, sur ce terrain-là, possibilités d'entente entre les créditistes impérialistes du reste du Canada et les créditistes du Québec qui se disent, sont ou ne peuvent pas faire autrement que de ne pas être anti-impérialistes. Et à cause de cela, l'on a procédé d'une façon qui sent à plein nez le genre de compromission et de finasserie que connaît bien quiconque a observé un peu le fonctionnement des congrès politiques anglo-français du Canada: éviter les questions pour n'avoir pas à les résoudre, ce qui revient toujours à sacrifier l'intérêt du Canada français à des considérations partisans.

La majorité naturellement ne recherche que cela car elle « y trouve la victoire totale de tous ses points de vue: on accepte l'entente et la collaboration sur certains points sans rien exiger d'elle en retour sur le reste, ce qui l'assure que le jour fatidique venu, elle n'aura qu'à agir sans tenir compte de rien ni de personne puisqu'elle n'est liée ni en paroles ni en fait. En acceptant d'adhérer à « l'association créditiste du Canada » à pareilles conditions, les chefs du groupe créditiste Even-Grégoire-Côté-Turpin ont tout simplement sacrifié d'avance l'intérêt des Canadiens français au Crédit social. Pour assurer le succès de leur doctrine, ils se sont lavé les mains des intérêts supérieurs au service desquels cette doctrine devrait nécessairement travailler... sans quoi elle est sans valeur, fût-elle par ailleurs techniquement acceptable.

La question se pose donc bien nette à tous ceux qui savent encore discerner une hiérarchie des valeurs et qui cherchent avant tout le bien commun: quelles que soient vos idées en matières monétaires, estimeriez-vous même que la technique économique créditiste est la meilleure pour assurer la restauration économique et sociale des Canadiens français, pouvez-vous accorder votre confiance à des gens qui font à ce point bon marché de la question de l'impérialisme, qu'ils sont prêts à la trafiquer pour assurer le succès matériel de leur organisation ? Qui sont prêts même — car quoi qu'en dise M. Turpin, il a été question de politique extérieure au Congrès, si l'on en croit les journaux — à encaisser sans rien dire, sans se lever même pour se servir de leur « entière liberté », la déclaration d'un créditiste éminent, apparemment approuvé

par l'assemblée sans dissidence, comme quoi le parti créditiste est favorable à une participation totale du Canada dans la présente guerre.

Pour éviter d'être mis en face de ses responsabilités, M. Even essaie à son tour d'expliquer dans une déclaration aux journaux (Cf *Le Devoir*, 17 avril 1944), que l'Association créditiste n'est pas un simple parti politique (il admet toutefois qu'elle est un corps politique). Il reprend l'argumentation de M. Turpin sur la liberté d'action, affirme que cette liberté protège les électeurs, qu'elle est la preuve d'absence d'esprit de parti; et il nous console — comme M. King de la conscription en nous disant qu'il n'y en a pas parce qu'elle ne s'appelle pas ainsi — par le calcul que si 12 créditistes votaient pour la guerre et 10 contre, on ne pourrait pas dire que le parti créditiste est impérialiste (sauf que pour que ça paraisse mieux, il en met 12 contre et 10 pour, mais comme le principe reste le même et que c'est l'inverse qui se produirait surtout, mieux vaut se rapprocher de la réalité plus que M. Even n'est habitué de le faire dans ses jongleries de chiffres).

Devant pareil spectacle et pareille argumentation, tout vrai Canadien français ne peut dire qu'une chose: « Bouillie pour les chats ! » On peut être d'accord sur une doctrine commune sans montrer l'esprit de parti. Et de toute façon, s'il est entendu que dans un groupe il est certaines questions qui peuvent et doivent être laissées libres en ce sens qu'on n'exige pas l'unanimité sur celles-là pour accepter tel ou tel membre ou collaboration, la question de l'attitude du Canada en face des guerres de l'Empire et du principe de sa participation à l'ordre mondial n'est sûrement pas de celles-là pour un Canadien français.

De sorte qu'après ce qui s'est passé à Toronto, il est devenu évident que le groupe créditiste du Québec comme tel, et quoi qu'on pense par ailleurs de sa doctrine, est constitué de telle façon, qu'il ne mérite pas la confiance des Canadiens français. Il s'engage, comme nos vieux partis d'hier, sur la voie des compromissions impérialistes. Pour assurer le succès d'une doctrine sociale, d'ailleurs de portée limitée, il sacrifie nos intérêts vitaux. Et en supposant que le système donnerait les résultats économiques et sociaux qu'on en attend, ce serait tout simplement pour nous mieux engraisser afin que nous montions plus roses, plus dodus sur les autels de l'Empire lors du prochain conflit. Les petits cochons seraient plus gras, plus nombreux, mais selon l'annonce attendrissante bien connue, il en partirait 99 sur 100 au lieu de 4 sur 5 pour outre-mer! Et le centième achèterait plus d'obligations de la Victoire avec son dividende afin d'assurer l'effort plus considérable que nous serions censés pouvoir donner — car nous donnons toujours tout ce que nous pouvons et un peu plus.

En dehors de quelques fanatisés qui ont perdu tout contact avec la réalité et à qui il arrive même de trouver que le pape n'est pas assez créditiste, aucun des autres vrais nationalistes, parmi ceux qui ont encore confiance dans l'idée créditiste, ne consentira à accepter semblable lâchage, nous en sommes sûr.

"Ce que font les Anglais"

Sous ce titre, notre ministère de l'Information ou le ministère anglais de l'Information (cela ne paraît pas clair dans le texte) fait circuler une petite brochure destinée à vanter les hauts faits des Anglais. Nous n'avons aucune objection au principe, nous ne contestons nullement aux Anglais le droit de chercher à faire savoir ce qu'ils font pour se défendre contre telle accusation portée contre eux et nous ne demandons pas mieux que de leur donner tout le crédit de ce qu'ils font. Mais le moins que nous puissions exiger, c'est qu'on ne nous prenne pas pour des imbéciles, qu'on nous fournisse des faits, et non pas un fond de tableau obtenu par des procédés de truquage.

Page 3, on nous parle de l'Angleterre qui a gagné « seule et isolée » la Bataille de Grande-Bretagne. Le Canada était pourtant en guerre à ce moment-là. Et un informateur averti et nullement antibritannique (André Maurois) a affirmé que l'armée canadienne était alors, en Angleterre, à peu près la seule organisation qui eût l'air d'une armée. Le 1er février 1943 encore (Débats de la Chambre des Communes, p. 50), M. King parlait comme si l'armée canadienne restait alors à peu près seule à assumer la défense de l'Angleterre.

Puis on aborde la section 2: « l'armée britannique ». Les hauts faits des armées de l'Empire en Europe, en Asie, en Afrique, partout dans le monde; les pertes totales imposées à l'ennemi, les pertes totales subies. Tout cela c'est « ce que font les Anglais. Les seules mentions précises mais limitées en portée: en Tunisie, 76% des hommes de la 8e armée et 90% des hommes de la première étaient originaires de l'Angleterre; en 1940-41, 70% des pertes de l'Empire étaient anglaises. Nulle part, on ne donne le chiffre — et nous ne nous rappelons pas l'avoir jamais vu autrement que sous la forme vague des 23 millions d'Anglais « mobilisés dans les armées ou dans l'industrie de guerre » — le chiffre intéressant pour juger vraiment de l'effort militaire anglais: le nombre de soldats anglais faisant partie de l'armée anglaise et vraiment entraînés et préparés pour l'invasion ou la guerre moderne partout dans le monde. Qu'on nous donne ce chiffre et ensuite l'on pourra faire des comparaisons qui tiennent debout.

Puis il y a la marine, où rien n'est non plus distingué de

ce qui est ou n'est pas Anglais, mais où l'on peut croire qu'ici la part est meilleure.

Et vient l'aviation, la R.A.F., pour laquelle le mot *britannique* est encore quelquefois employé en alternant aussi avec le mot anglais. Ce que font les Anglais toujours ! Or selon M. Power, notre ministre de l'aviation, 25 p.c. des pilotes de la R.A.F. sont Canadiens, et il s'y trouve aussi des Néo-Zélandais, des Australiens, des Polonais, des Tchèques, des Norvégiens, des Belges et des Français libres (*Débats*, 2 mars 1944, p. 115). Même si les 75 % qui restent étaient Anglais, il faudrait voir, pour évaluer le rôle véritable des Anglais, ce que cela représente en valeur absolue et relativement à la population anglaise, par rapport à ce que représentent pour nous les 25 %. Le ministre ajoute d'ailleurs : « Cette proportion (de Canadiens) tend plutôt à augmenter qu'à décroître (...) ». Les Canadiens sont si nombreux dans la R.A.F. que malgré nos 42 escadrilles proprement canadiennes outremer, il y a 10 fois plus de Canadiens dans la R.A.F. que dans le C.A.R.C. (M. Power toujours, *Débats*, 2 mars 1944, p. 1175).

Et fait étonnant, la raison pour laquelle il n'y a pas plus de Canadiens dans le C.A.R.C. et autant dans la R.A.F., c'est que selon M. Power toujours (*Débats*, 2 mars 1944, p. 1151), « si tous les Canadiens qui sont aviateurs étaient dans ces escadrilles canadiennes, il nous faudrait non pas des milliers de membres d'équipages terrestres, comme c'est maintenant le cas, mais plus de cent mille pour l'entretien et les services de ces escadrilles et de leur équipement ». Ce qui revient à dire que grâce à la présence de ces Canadiens dans la R.A.F.—aux postes les plus périlleux à 100 %—plus de cent mille Anglais gagnent le privilège de rester à terre dans des fonctions techniques de toutes sortes. « Ce que font les Anglais ! » Pendant ce temps, selon M. Frédéric Dorion, notre gouvernement aurait décidé d'abolir le recrutement des équipages terrestres au Canada.

Nous le répétons, nous n'avons toujours cherché ici qu'à revendiquer pour nous tout en respectant la justice à l'égard des autres : une justice qui nous est si parcimonieusement comptée. Qu'on nous donne des faits précis, clairs, nets, et nous en tirerons nous-mêmes les conséquences qui s'imposent quelles qu'elles soient. Mais de la propagande habilement mensongère comme celle-là, nous la dénonçons comme indigne des honnêtes gens et une injure à notre intelligence. Si l'on veut nous prouver que les Anglais ont fait plus que quiconque, qu'on nous le prouve... mais en nous parlant bien de ce que font les Anglais et non en y annexant ce que l'Angleterre tire de ses colonies, de celles qui le sont vraiment ou de celles qui, n'en étant pas, comme le Canada, ont à cœur de se comporter comme si elles l'étaient.

LANGAGE DE CHIFFRES

▼ Actif

1939

\$154,349

1940

\$171,988

1941

\$212,695

1942

\$456,584

1943

\$723,288

VERITABLE REVEIL NATIONAL

LA LAURENTIENNE

ASSURANCE-VIE

Siège social : Lévis, P.Q.